

Tableaux d'introduction
Veillez fournir des détails sur le présent rapport

Partie contractante	MADAGASCAR
Correspondant national	
Nom complet de l'institution:	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
Nom et titre de l'administrateur responsable:	RAFOMANANA GEORGE ,Directeur Général de l'Environnement
Adresse:	B.P. 571 Ampandrianomby 101 Antananarivo Madagascar
Téléphone:	261 - 20-22- 40031
Fax:	261 20 22 419 19
Courrier électronique:	<i>minenv@dts.mg</i>
Administrateur responsable du rapport national (si différent du premier)	
Nom et titre de l'administrateur responsable:	Professeur Rakotovao Lala ,
Adresse:	CNRE , Fiadanana B.P 1739 101 ANTANANARIVO MADAGASCAR
Téléphone:	261-20-22-25606
Fax:	261-20-22-64316
Courrier électronique:	<i>rakotovao@antana.ird.mg</i>
Signature	
Signature de l'administrateur chargé de la soumission du rapport national:	
Date de soumission:	15 Mai 2001

Veillez donner des informations sommaires sur les types d'intervenants qui ont participé activement à la préparation de ce rapport ainsi que sur le matériel utilisé à cette occasion.

Ministère de tutelle :

Ministère de l'environnement

Direction générale de l'Environnement : M. RAFOMANANA Georges
en relation avec la Représentation résidente du PNUD à Madagascar

Comité interministériel (Ministères, Directions et institutions rattachées)

Ministère de l'environnement (Directions, Agences d'exécution du PAE)

Direction de la Politique et de la programmation environnementales

Directeur Général de l' ANGAP(Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées)

Directeur Général de l'Office national de l'Environnement ONE

Ministère des Eaux et Forêts

Direction générale des Eaux et Forêts

Ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques

Direction de la Pêche

Direction de l'Aquaculture)

Ministère de la Recherche Scientifique et Centres nationaux de recherche

Directeur Général de la Recherche

Directeur Général du Centre national de recherche sur le développement rural

Directeur du Centre National de Recherche sur l'Environnement CNRE

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Direction de la recherche

Direction de l'Enseignement Supérieur (Universités)

Ministère de l'Agriculture

Ministère de l'Elevage

Ministère de l'Industrie

Ministère du Tourisme

Ministère des Affaires Etrangères

Direction de la Coopération internationale

Groupe de travail(suivant liste)

Représentants de Ministères ayant des cellules environnementales

Représentants des Agences d'exécution du PAE(ONE -ANGAP)

Représentants d'institutions nationales Centres nationaux de recherche , Universités

Représentants d'organismes non gouvernementaux

Comité restreint :

Représentants du Ministère de l'Environnement et agences rattachés ONE, ANGAP

du Ministère des Eaux et Forêts Direction des Eaux et Forêts

du Ministère de la Recherche CNRE , FOFIFA

du Ministère de l'Enseignement Supérieur Faculté des Sciences

Comité de rédaction et de coordination

L' ANGAP a été chargé de la collecte et de la synthèse des données ;la coordination de l'ensemble du 2^{ème} rapport national a été effectuée avec la collaboration de personnes ressources , Mesdames Pr. RAKOTOVAO Lala H. (CNRE)

ANDRIANARIVO Chantal (ANGAP)

RAMIARISON Claudine (ONE)

de même que la rédaction des rapports intermédiaires et du rapport final ainsi que l'animation des groupes de travail et des ateliers thématiques

Du personnel d'appui a effectué la saisie des données et l'assistance aux ateliers .

Le matériel utilisé :

- CDROM CDB

- Documentations :Centres de documentation de l'ONE (Centre d'échange , CIDE , SIE Système d'information sur l'environnement),de l'ANGAP (notamment Banque des données), des différents Ministères , des Centres nationaux de recherche et des Universités

- Matériels de reproduction ONE/ANGAP - Matériel informatique ONE -ANGAP -CNRE

Veillez fournir des informations pertinentes sur la situation de votre pays afin de faciliter la compréhension des réponses aux questions contenues dans ce rapport

Située dans le sud-ouest de l'Océan Indien, Madagascar est connu pour l'importance et l'endémisme de sa diversité biologique, terrestre, aquatique côtière et marine, ainsi que par la spécificité de ses écosystèmes naturels. Son économie dépend de ses ressources naturelles, lesquelles sont menacées de diminution, de dégradation voire de disparition. Le faible niveau de vie de la population a conduit à l'élaboration d'une Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté, tenant compte de la dégradation de l'environnement.

Parmi les réalisations qui ont été effectuées au niveau national, on peut citer:

- la promulgation en 1990 de la Charte de l'Environnement réactualisée en 1997 a consacré la Politique nationale de l'Environnement et a conduit à la réalisation du Plan d'Action Environnementale PAE, qui en est à la fin de sa deuxième phase; ce Plan comporte plusieurs composantes dont on peut citer quelques unes celles concernant les Aires Protégées et l'Ecotourisme, les Forêts, les Ecosystèmes côtiers et marins, la recherche finalisée et la valorisation de la biodiversité, la Gestion locale sécurisée ou GELOSE

Dans le cadre du PAE, des mesures législatives et réglementaires ont été adoptées, dont des textes sur la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement MECIE, le Code des Aires Protégées COAP avec un Plan de Gestion du Réseau d'Aires Protégées GRAP, les textes sur le Droit de Propriété Intellectuelle sont en cours de soumission à l'Assemblée Nationale.

Des mesures institutionnelles ont été prises pour la coordination des actions, dont le Conseil national pour l'environnement CNE, le Comité interministériel de l'environnement CIME, la Commission d'orientation de la recherche en environnement CORE; des cellules environnementales existent dans un certain nombre de Ministères. Des mesures stratégiques de mise en œuvre sont définies dans la Stratégie Nationale de Gestion Durable de la Diversité Biologique SNGDB, qui vient d'être adoptée et est en cours de publication.

Il y est question entre autres de l'élaboration de plans d'aménagement et de gestion et de l'intégration dans le plan de développement, de l'amélioration des capacités humaines, de la gestion décentralisée des ressources, de l'accès aux ressources et du partage équitable des bénéfices.

Des politiques sectorielles ont été définies notamment la Politique Forestière POLFOR, le Plan de soutien au développement rural PSDR et son Plan d'action PADR tenant compte de la gestion durable des ressources de la biodiversité /

Outre la Convention sur la Diversité Biologique, Madagascar a adhéré à diverses Conventions internationales et accords internationaux ayant trait à la biodiversité: Convention de Ramsar sur les zones humides, CITES, Changements climatiques, Désertification, Protection du Patrimoine Mondiale de l'UNESCO, Ressources Phytogénétiques, Système OCDE,

Le pays est Partie contractante à la Convention sur la Biodiversité depuis la date de dépôt de son instrument de ratification en 1996. Depuis, il a participé aux différentes réunions de la Conférence des Parties et du SBSTTA, son Organe subsidiaire.

La signature du Protocole sur la Biosécurité a été effectuée le 14 septembre 2000; les procédures de ratification sont en cours.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la CDB, Madagascar a produit:

- sa Monographie nationale
- son premier Rapport National en 1997;
- sa Stratégie Nationale et son Plan d'Action sur la Gestion Durable de la Biodiversité

PIC,

Les sources de financement en cours:

GEF / PNUD / PNUE / Banque Mondiale
Coopérations bilatérales

La COP a établi des programmes de travail qui répondent à un certain nombre d'articles. Veuillez identifier la priorité relative accordée à chaque thème ainsi que la suffisance des ressources. Ceci permettra de mettre en contexte les informations sur l'application de chaque article. Vous trouvez également d'autres questions sur la mise en oeuvre du programme de travail à la fin de ces directives.

Écosystèmes des eaux intérieures

1. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?	
a) Important	X
b) Moyen	
c) Faible	
c) Pas applicable	
2. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?	
a) Tout à fait suffisantes	
b) Suffisantes	
c) Limitées	X
d) Très limitées	

Diversité biologique des zones marines et côtières

3. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?	
a) Important	X
b) Moyen	
c) Faible	
d) Pas applicable	
4. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?	
a) Tout à fait suffisantes	
b) Suffisantes	
c) Limitées	
d) Très limitées	X

Diversité biologique agricole

5. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?	
a) Important	X
b) Moyen	
c) Faible	
d) Pas applicable	

6. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?	
a) Tout à fait suffisantes	
b) Suffisantes	
c) Limitées	X
d) Très limitées	

Diversité biologique des forêts

7. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?	
a) Important	X
b) Moyen	
c) Faible	
d) Pas applicable	
8. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations ?	
a) Tout à fait suffisantes	
b) Suffisantes	
c) Limitées	X
d) Très limitées	

Diversité biologique des terres arides et semi-arides

9. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?	
a) Important	
b) Moyen	X
c) Faible	
d) Pas applicable	
10. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?	
a) Tout à fait suffisantes	
b) Suffisantes	
c) Limitées	
d) Très limitées	X

Autres observations sur les programmes de travail et les priorités

Dans tout le document, on entend par ressources les ressources humaines et les ressources financières

- Question # 9 :

Les terres arides et semi-arides méritent une attention particulière.

Article 5 Coopération

11. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé		b) Moyen	X	c) Faible	
12. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					

13. Votre pays a-t-il mis en place une coopération active avec d'autres Parties en ce qui concerne les zones situées au-delà de la juridiction de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique?	
a) coopération bilatérale (précisez ci-dessous)	
b) programmes internationaux (précisez ci-dessous)	X
c) accords internationaux (précisez ci-dessous)	

Décision IV/4. Etat et évolution de la diversité biologique des écosystèmes des eaux intérieures et options pour leur conservation et leur utilisation durable

14. Votre pays a-t-il mis en place une coopération efficace, par le biais d'accords bilatéraux et multilatéraux, pour la gestion durable de bassins versants, des bassins de captation et des bassins fluviaux transfrontaliers, ainsi que des espèces migratrices?	
a) non	
c) oui - de façon limitée	X
d) oui - de façon importante	
d) pas applicable	

Décision IV/15. Relations entre la CBD et les Conventions relatives à la biodiversité, les accords internationaux, les institutions et les processus correspondants

15. Votre pays a-t-il développé des méthodes de gestion pour les zones transfrontières protégées?	
a) non	
c) oui - de façon limitée	
d) oui - de façon importante	
d) pas applicable	X

Décision V/21. Coopération avec d'autres Organismes

16. Votre pays a-t-il mis en place une collaboration efficace avec l'Année internationale de l'observation de la diversité biologique de DIVERSITAS, et a-t-il assuré une complémentarité avec l'initiative que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique prévoient d'entreprendre afin de promouvoir le savoir scientifique et la sensibilisation du public au rôle crucial de la biodiversité pour le développement durable?	
b) non	X
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui- dans une large mesure	

Décision V/27. Contribution de la Convention sur la diversité biologique à l'étude décennale sur les progrès accomplis depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

17. Votre pays prévoit-il de souligner et de mettre l'accent sur les questions de diversité biologique dans le cadre de sa contribution à l'étude décennale des progrès accomplis depuis le Sommet de la Terre?	
a) non	
b) oui	X

Autres observations sur l'application de cet article

<p>Question n° 13 :</p> <p>Il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du programme de la Commission de l'Océan Indien (COI), - du programme Man And Biosphere (MAB), - du Patrimoine Mondial de l'UNESCO - et du Programme d'Echange International des données et d'Information Océanographique (IODE). <p>Question # 17 :</p> <p>Plusieurs activités et / ou projets sont réalisés en concertation avec des plans, programmes et conventions avec comme référence les décisions prises lors du Sommet de la Terre.</p>

Article 6 Mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable

18. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
19. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
<p>Les ressources surtout financières pour l'application de cet article varie selon les écosystèmes. Ainsi, pour les zones arides et le milieu aquatique, elles sont très limitées, sinon insuffisantes, limitées pour les écosystèmes marins et côtiers et suffisantes pour l'écosystème terrestre.</p> <p>Pour la réalisation des activités, les ressources humaines sont très limitées, en raison du gel des recrutement.</p>					

20. Quel est le statut de votre stratégie nationale en matière de diversité biologique (6a)?	
a) néant	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
d) établi ₁	
e) établi et adopté ₂	X
f) rapports de mise en oeuvre disponibles	
21. Quel est le statut de votre plan d'action en matière de diversité biologique (6a)?	
a) néant	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
d) établi	X
e) établi et adopté	
f) rapports de mise en oeuvre disponibles	X
22. Votre plan d'action/stratégie national couvre t-il tous les articles de la Convention (6a)? (6a)?	
a) seulement quelques articles	
b) la plupart des articles	X
c) tous les articles	

1/ Veuillez inscrire les informations demandées à la dernière page des présentes lignes indicatrices.

23. Votre plan d'action/stratégie national couvre t-il l'intégration d'autres activités sectorielles (6b)?	
a) non	
b) certains secteurs	
c) les principaux secteurs	X
d) tous les secteurs	

Décision II/7 et décision III/9 Examen des Articles 6 et 8

la Convention

24. Des mesures sont-elles prises pour l'échange d'informations et le partage d'expérience sur le processus de planification des mesures nationales avec d'autres Parties contractantes?	
a) peu ou pas de mesure	
b) partage de stratégies, de plans et/ou d'études de cas	
c) réunions régionales	X
25. Tous les plans d'action/stratégies nationaux de votre pays comprennent-ils un élément de coopération internationale?	
a) non	
b) oui	X
26. Votre plan d'action/stratégie national est-il coordonné avec ceux des pays avoisinants?	
a) non	
b) pourparlers bilatéraux/multilatéraux en cours	
c) coordination dans certains secteurs/domaines thématiques	X
d) entièrement coordonné	
e) non applicable	
27. Votre pays a-t-il établi des cibles mesurables dans le cadre de vos stratégies/plans d'action nationaux?	
a) non	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	X
d) programme mis en place	
e) rapports de mise en oeuvre disponibles	X
Si vous êtes un pays Partie en développement ou une Partie avec une économie en transition	
28. Votre pays a-t-il reçu un appui du mécanisme de financement pour la préparation des stratégies/plans d'action nationaux?	
a) non	
b) oui	X
Dans l'affirmative, quelle a été l'agence d'exécution (PNUD, PNUE ou Banque mondiale)?	PNUD, PNUE, Banque Mondiale

Décisions III/21. Relations entre la Convention et la Commission sur le développement durable, et les autres conventions relatives à la biodiversité

29. Est-ce que les correspondants nationaux de la CBD et les autorités compétentes de la Convention de Ramsar, de la Convention de Bonn et de la CITES travaillent à l'application de ces conventions de façon à éviter de faire le travail en double.	
a) non	
b) non - dans une moindre mesure	
c) oui- dans une large mesure	X

Autres observations sur l'application de cet article

<p>Question # 24 :</p> <p>surtout dans le secteur de l'environnement marin et côtier, le tourisme, la recherche et la formation.</p>
--

Article 7 Identification et surveillance

30. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
31. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
				d) Très limitées	
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
<p>Dans le cadre des activités habilitantes, le Gouvernement de Madagascar est en train de soumettre au PNUÉ une requête de financement concernant cet article.</p>					
32. Votre pays dispose-t-il d'un programme d'inventaire en vigueur au niveau des espèces (7a)?					
a) activité minimale					
b) pour les groupes clés (tels que les espèces menacées ou endémiques) ou les indicateurs					
c) pour une gamme de groupes majeurs				X	
d) pour une gamme complète d'espèces					
33. Votre pays dispose-t-il d'un programme d'inventaire en vigueur au niveau des écosystèmes (7a)?					
a) activité minimale					
b) seulement pour les écosystèmes présentant un intérêt particulier					
c) pour les principaux écosystèmes				X	
d) pour une gamme complète d'écosystèmes					
34. Votre pays dispose t-il d'un programme d'inventaire en vigueur au niveau génétique (7a)?					
a) activité minimale				X	
b) programme mineur dans certains secteurs					
c) programme majeur dans certains secteurs					
d) programme majeur dans tous les secteurs pertinents					

35. Votre pays dispose-t-il d'un programme de surveillance en vigueur au niveau des espèces (7a)?	
a) activité minimale	
b) pour les groupes clés (tels que les espèces menacées ou endémiques) ou les indicateurs	X
c) pour une gamme de groupes majeurs	
d) pour une gamme complète d'espèces	
36. Votre pays dispose-t-il d'un programme de surveillance en vigueur au niveau des écosystèmes (7b)?	
a) activité minimale	
b) seulement pour les écosystèmes présentant un intérêt particulier	X
c) pour les principaux écosystèmes	
d) pour une gamme complète d'écosystèmes	
37. Votre pays dispose-t-il d'un programme de surveillance en vigueur au niveau génétique (7b)?	
a) activité minimale	X
b) programme mineur dans certains secteurs	
c) programme majeur dans certains secteurs	
d) programme majeur dans tous les secteurs pertinents	
38. Votre pays a-t-il identifié les activités qui ont des incidences néfastes sur la diversité biologique (7c)?	
a) non	
b) première étape d'examen et d'évaluation	
c) étape avancée d'examen et d'évaluation	X
d) examen et évaluation terminés	
e) rapports sur les résultats disponibles	X
39. Votre pays surveille-il ces activités et leurs effets (7c)?	
a) non	
b) première étape d'établissement de programme	
c) étape avancée d'établissement de programme	
d) programme mis en place	X
e) rapports de mise en oeuvre disponibles	
40. Votre pays coordonne-t-il la collecte et la gestion d'informations au niveau national (7d)?	
a) non	
b) première étape d'établissement de programme	X
c) étape avancée d'établissement de programme	
d) programme mis en place	
e) rapports de mise en oeuvre disponibles	

Décision III/10 Identification, surveillance et évaluation

41. Votre pays a-t-il identifié des indicateurs nationaux de diversité biologique?	
a) non	
b) évaluation d'indicateurs potentiels en cours	
c) indicateurs identifiés (dans ce cas, donnez une description ci-après)	X
42. Votre pays applique-t-il des techniques d'évaluation rapide et de télédétection?	
a) non	
b) première étape d'établissement de programme	
c) étape avancée d'établissement de programme	X
d) programme mis en place	
e) rapports de mise en oeuvre disponibles	X
43. Votre pays a-t-il adopté une démarche par étape pour la mise en oeuvre de l'Article 7 en mettant d'abord l'accent sur l'identification des éléments de la diversité biologique (7a) et sur les activités qui ont des effets nocifs sur ces éléments (7c)?	
a) non	
b) pas approprié au contexte national	
c) oui	X
44. Votre pays coopère-t-il avec d'autres Parties contractantes dans des projets pilotes de démonstration sur l'application de méthodologies d'évaluation et d'indicateurs?	
a) non	X
b) oui (dans l'affirmative, donnez des détails ci-après)	
45. Votre pays a-t-il préparé et mis à la disposition d'autres Parties contractantes des rapports sur toute expérience d'application de méthodologies d'évaluation?	
a) non	X
b) oui	
46. Votre pays cherche-t-il à rendre plus largement disponibles les informations taxonomiques qu'il détient dans ses collections?	
a) pas de collections pertinentes	
b) aucune mesure	
c) oui (dans l'affirmative, donnez des détails ci-après)	X

Décision V/7. Identification, surveillance, évaluation, et indicateurs

47. Votre pays a-t-il mis en place une coopération active avec les pays avoisinants en matière d'indicateurs, de surveillance et d'évaluation?	
a) non	
b) coopération limitée	X
c) coopération importante sur certaines questions	
d) coopération importante sur de nombreuses questions	
48. Votre pays a-t-il fourni des études de cas en matière de développement et d'application de programmes d'évaluation, de surveillance, et d'indicateurs?	
a) non	X
b) oui - études fournies au Secrétariat	
c) oui - études fournies par l'intermédiaire du Centre d'échange	
d) oui - études fournies par d'autres moyens (veuillez préciser)	
49. Votre pays apporte-t-il son aide à d'autres Parties afin de les aider à augmenter leurs capacités à développer des programmes d'indicateurs et de surveillance?	
a) non	
b) formation	
c) soutien direct	
d) partage d'expérience	X
e) autre (Expliquez)	

Autres observations sur l'application de cet article

<p>Question # 35 :</p> <p>Pour les plantes endémiques menacées et par exemple une espèce d'oiseau en danger - <i>Haliaetus vociferoides</i></p> <p>Question # 39 :</p> <p>Existe dans le cadre du PAE, mais il n'y a pas d'échanges d'informations</p> <p>Question # 41 :</p> <p>Certains secteurs n'ont pas encore appliqué cet article, le programme existant (PAE) actuellement devrait être renforcé avant de l'appliquer à d'autres domaines.</p> <p>Pour la biodiversité terrestre, il existe, du moins dans le réseau des aires protégées mais faute de moyens la collecte et le stockage des données sont difficiles à appliquer ; pour l'écosystème marin, la mise en place du réseau de surveillance est en cours d'étude.</p> <p>Question # 46 :</p> <p>avec par exemple le Missouri Botanical Garden, le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris, Kew Royal Botanical Garden..., institutions de recherche, existence d'une consultation au niveau national</p> <p>Question # 49 (e):</p> <p>au niveau régional</p>
--

Décisions en matière de taxonomie

Décision IV/1 Rapport et recommandations de la troisième réunion du SBSTTA [en partie]

50. Votre pays a-t-il fait une évaluation des besoins nationaux en matière de taxonomie et/ou organisé des ateliers pour déterminer les priorités du pays dans ce domaine?	
a) non	
b) première étape d'évaluation	X
c) étape avancée d'évaluation	
d) évaluation terminée	
51. Votre pays a-t-il établi un plan d'action national en matière de taxonomie?	
a) non	X
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
d) plan d'action mis en place	
e) rapports de mise en oeuvre disponibles	
52. Votre pays met-il à disposition les ressources appropriées pour améliorer la disponibilité des informations taxonomiques?	
a) non	
b) oui, mais pas suffisamment	X
c) oui, complètement	
53. Votre pays encourage-t-il les occasions de formation et d'emploi à l'échelle bilatérale et multilatérale pour les taxonomistes, en particulier pour ceux qui se spécialisent dans les organismes peu connus?	
a) non	
b) quelques occasions	X
c) de nombreuses occasions	
54. Votre pays investit-il à long terme dans la mise en place de l'infrastructure appropriée pour les collections taxonomiques du pays?	
a) non	
b) certains investissements	X
c) d'importants investissements	
55. Votre pays encourage-t-il l'établissement de partenariat entre les institutions taxonomiques dans les pays développés et les pays en développement?	
a) non	
b) oui - politique énoncée	X
c) oui - programme national systématique	
56. Votre pays a-t-il adopté des niveaux quelconques de structure internationalement convenus pour abriter les collections?	
a) non	
b) à l'étude	
c) en cours de mise en oeuvre par certaines collections	X
d) en cours de mise en oeuvre par toutes les grandes collections	

57. Votre pays a-t-il mis sur pied des programmes de formation en matière de taxonomie?	
a) non	
b) quelques-uns	X
c) un grand nombre	
58. Votre pays a-t-il rendu compte des mesures adoptées pour renforcer les capacités nationales en matière de taxonomie, pour désigner des centres nationaux de référence, et pour mettre les informations abritées dans les collections à la disposition des pays d'origine?	
a) non	X
b) oui - rapport national précédent	
c) oui - CENTRE D'ÉCHANGE	
d) oui - autres moyens (veuillez donner des détails ci-après)	
59. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer la stabilité financière et administrative des institutions responsables des inventaires de la diversité biologique et des activités taxonomiques?	
a) non	X
b) à l'étude	
c) oui pour certaines institutions	
d) oui pour toutes les grandes institutions	
60. Votre pays a-t-il aidé les institutions taxonomiques à établir des consortiums pour mener des projets régionaux?	
a) non	X
b) à l'étude	
c) oui - de façon limitée	
c) oui - de façon importante	
61. Votre pays a-t-il accordé une attention particulière au financement international de bourses pour des spécialistes étudiant à l'étranger ou pour attirer des experts internationaux dans des stages nationaux ou régionaux?	
a) non	
b) à l'étude	
c) oui - de façon limitée	X
d) oui - de façon importante	
62. Votre pays a-t-il établi des programmes de recyclage pour permettre à des spécialistes compétents de se réorienter vers des domaines liés à la taxonomie?	
a) non	
b) quelques-uns	X
c) un grand nombre	

Décision V/9. Initiative mondiale en matière de taxonomie: Mise en œuvre et progression des suggestions d'actions

63. Votre pays a-t-il identifié ses besoins d'informations dans le domaine de la taxonomie, et a-t-il évalué sa capacité nationale à y répondre?	
a) non	
b) évaluation de base	X
c) évaluation approfondie	
64. Votre pays a-t-il établi ou regroupé des centres de références taxonomiques?	
a) non	
b) oui	X
65. Votre pays a-t-il travaillé sur le renforcement de ses capacités en matière de recherche taxonomique?	
a) non	
b) oui	X
66. Votre pays a-t-il communiqué au Secrétaire exécutif des informations sur les programmes, projets ou initiatives de projets pilotes dans le cadre de l'Initiative mondiale en matière de Taxonomie?	
a) non	X
b) oui	
67. Votre pays a-t-il nommé un correspondant national pour l'Initiative mondiale en matière de taxonomie qui serait en contact avec d'autres correspondants nationaux?	
a) non	X
b) oui	
68. Votre pays a-t-il participé au développement de réseaux régionaux afin de faciliter le partage des informations sur l'Initiative mondiale en matière de taxonomie ?	
a) non	X
b) oui	
Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie avec une économie en transition -	
69. Votre pays a-t-il fait appel à des ressources par l'intermédiaire du mécanisme financier pour les actions prioritaires identifiées dans cette décision ?	
a) non	
b) oui, mais sans succès	X
c) oui, avec succès	

Autres observations sur l'application de cet article

De façon générale ,les études taxonomiques, la formation et les ressources sont insuffisantes pour la faune

Question # 50 :

dans le cadre des activités habilitantes, le gouvernement est en train de soumettre auprès du PNUÉ des projets sur cette question.

Question # 52 :

Parce que insignifiant

Article 8 Conservation in situ [Articles 8h et 8j exclus]

70. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?							
a) Elevé	<input checked="" type="checkbox"/>	b) Moyen	<input type="checkbox"/>	c) Faible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
71. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?							
a) Bonnes	<input type="checkbox"/>	b) Suffisantes	<input type="checkbox"/>	c) Limitées	<input checked="" type="checkbox"/>	d) Très limitées	<input type="checkbox"/>
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources							
72. Votre pays a-t-il mis sur pied un système de zones protégées visant à conserver la diversité biologique (8a)?							
a) système en cours d'établissement						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) examen national disponible sur la couverture des zones protégées						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) plan national sur les systèmes de zones protégées mis en place						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) système relativement complet mis en place						<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
73. Existe-t-il des lignes directrices nationales adoptées pour le choix, la création et la gestion des zones protégées (8b)?							
a) non						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) non, en cours de développement						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) oui						<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) oui, à l'étude						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
74. Votre pays réglemente-t-il ou gère-t-il des ressources biologiques présentant une importance pour la conservation de la diversité biologique, dans le but d'en assurer la conservation et l'utilisation durable (8c)?							
a) non						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) première phase d'établissement						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) phase avancée d'établissement						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) programme ou politique en place						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) rapports de mise en oeuvre disponibles						<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
75. Votre pays a-t-il pris des mesures pour favoriser la protection des écosystèmes et des habitats naturels, ainsi que pour le maintien de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel (8d)?							
a) non						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) certaines mesures en place						<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) mesures potentielles à l'étude						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) mesures complètes mises en place						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

76. Votre pays a-t-il pris des mesures pour promouvoir un développement durable et écologiquement rationnel dans les zones adjacentes aux zones protégées (8e)?	
a) non	
b) certaines mesures en place	X
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
77. Votre pays a-t-il pris des mesures pour remettre en état et restaurer les écosystèmes dégradés (8f)?	
a) non	
b) certaines mesures en place	X
c) mesures potentielles à l'étude	X
d) mesures complètes mises en place	
78. Votre pays a-t-il pris des mesures pour favoriser la reconstitution des espèces menacées (8f)?	
a) non	
b) certaines mesures en place	X
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
79. Votre pays a-t-il pris des mesures pour réglementer, gérer ou maîtriser les risques associés à l'utilisation et à la libération d'organismes vivants et modifiés résultant de la biotechnologie (8g)?	
a) non	X
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
80. Votre pays a-t-il essayé d'instaurer les conditions nécessaires pour assurer la compatibilité entre les utilisations actuelles et la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs (8i)?	
a) non	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	X
d) programme ou politique en place	
e) rapports de mise en oeuvre disponibles	
81. Votre pays a-t-il formulé et maintenu en vigueur les dispositions législatives et autres dispositions réglementaires pour protéger les espèces et populations menacées (8k)?	
a) non	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	

d) législation ou autres mesures en place	X
82. Votre pays réglemente ou gère-t-il les processus pertinents ainsi que les catégories d'activités déterminés à l'Article 7 pouvant entraîner un effet défavorable important sur la diversité biologique (81)?	
a) non	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	X
d) législation ou autres mesures en place	
Si vous êtes une Partie pays développé -	
83. Votre pays coopère-t-il à l'octroi d'un appui financier et autre pour la conservation <i>in situ</i> , notamment aux pays en développement (8m)?	
Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -	
84. Votre pays reçoit-il un appui financier et autre pour la conservation <i>in situ</i> (8m)?	
a) non	
b) oui (dans l'affirmative, veuillez donner des détails ci-après)	X

Décision II/7 Examen des Articles 6 et 8 de la Convention

85. Des mesures sont-elles prises pour partager avec d'autres Parties contractantes l'information et l'expérience relatives à la mise en oeuvre du présent article?	
a) peu de mesures ou aucune	
b) partage de documents et/ou d'études de cas	
c) réunions régionales	X

Autres observations sur l'application de cet article

<p>Question # 84 : Madagascar bénéficie de financement de la Banque Mondiale (dont le GEF) pour réaliser son Plan National d'Actions Environnementales pour une durée de 15 ans et ce depuis 1992. Les aires Protégées sont parmi les composantes qui jouissent de ce financement et en plus des financements bilatéraux.</p> <p>En ce qui concerne la question 85, dans la mesure des possibilités des organisateurs, le pays participe à des consultations régionales mais aucun budget au niveau national n'est prévu pour cela.</p>

Article 8h Espèces exotiques

86. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé		b) Moyen		c) Faible	X
87. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	
				d) Très limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
Individuellement, des institutions de recherche et récemment le réseau national d'aires protégées accordent pour certaines espèces une priorité élevée pour l'étude de telles espèces mais pas du tout au niveau national. Suite à l'élaboration de la stratégie nationale sur la biodiversité, cette connaissance des espèces exotiques (nuisibles ou non) a été mentionnée comme étant nécessaire et donc prioritaire.					
88. Votre pays a-t-il identifié les espèces exotiques introduites?					
a) non					
b) seulement les principales espèces, source de préoccupation				X	
c) seulement les introductions nouvelles ou récentes				X	
d) un système complet détecte les nouvelles introductions					
e) un système complet détecte toutes les introductions connues					
89. Votre pays a-t-il évalué les risques que l'introduction de ces espèces exotiques présente pour les écosystèmes, les habitats ou les espèces?					
a) non				X	
b) seulement les principales espèces source de préoccupation					
c) la plupart des espèces exotiques ont été évaluées					
90. Votre pays a-t-il pris des mesures pour empêcher d'introduire, contrôler ou éradiquer les espèces exotiques qui menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces?					
a) non					
b) certaines mesures en place				X	
c) mesures potentielles à l'étude					
d) mesures complètes mises en place					

Décision IV/1 Rapport et recommandations de la troisième réunion du SBSTTA

91. Votre pays collabore-t-il à l'établissement de projets aux niveaux national, régional, sous-régional et international pour traiter la question des espèces exotiques?	
a) peu de mesures ou aucune	X
b) pour parler en cours sur des projets potentiels	
c) travaux effectifs d'établissement de nouveaux projets	
92. Votre plan d'action/stratégie national couvre-t-il la question des espèces exotiques?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X

Décision V/8. Espèces exotiques constituant une menace pour les écosystèmes, les habitats et les espèces

93. Votre pays applique-t-il les principes directeurs préliminaires visant à prévenir et à atténuer les effets des espèces exotiques dans le cadre d'activités visant à appliquer l'article 8(h) de la Convention, et dans d'autres secteurs?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) application limitée dans certains secteurs	
d) application importante dans certains secteurs	
e) application importante dans la plupart des secteurs	
94. Votre pays a-t-il soumis au Secrétaire exécutif des études de cas portant sur des évaluations thématiques?	
a) non	X
b) en préparation	
c) oui	
95. Votre pays a-t-il soumis au Secrétaire Exécutif des commentaires par écrit sur les principes directeurs préliminaires?	
a) non	X
b) oui	
96. Votre pays accorde-t-il la priorité au développement et à l'application de plans d'action et de stratégie contre les espèces exotiques envahissantes?	
a) non	
b) oui	X

97. Dans le cadre du problème des espèces exotiques envahissantes, votre pays a-t-il développé ou s'est-t-il impliqué dans les mécanismes de coopération internationale, y compris dans l'échange de meilleures pratiques?	
a) non	X
b) coopération transfrontalière	
c) coopération régionale	
d) coopération multilatérale	

98. Dans le cadre de son travail sur les espèces exotiques envahissantes, votre pays accorde-t-il la priorité aux écosystèmes isolés sur le plan géographique ou sur le plan évolutif?	
a) non	
b) oui	X
99. Dans le cadre de son travail sur les espèces exotiques envahissantes, votre pays utilise-t-il de façon adéquate l'approche fondée sur les écosystèmes et l'approche de précaution biogéographique ?	
a) non	
b) oui	X
100. Votre pays a-t-il pris des mesures d'éducation, de formation, et de sensibilisation du public efficaces concernant le problème des espèces envahissantes?	
a) non	
b) quelques initiatives	X
c) de nombreuses initiatives	
101. Votre pays met-il à disposition les informations qu'il détient sur les espèces exotiques par l'intermédiaire du Centre d'échange?	
a) non	X
b) quelques informations	
c) toutes les informations disponibles	
d) informations disponibles sur d'autres supports (veuillez préciser)	
102. Votre pays apporte-t-il son soutien au Programme mondial sur les espèces envahissantes afin d'accomplir les tâches décrites dans la décision et ses annexes?	
a) non	
b) soutien limité	X
c) soutien important	

Autres observations sur l'application de cet article

Des activités concernant les espèces envahissantes sont en cours pour l'établissement de cet article (études d'impact).

Article 8j Connaissances traditionnelles et dispositions connexes

103. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
104. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
Un cadre réglementaire a été élaboré en relation avec les droits de propriété intellectuelle relatifs aux connaissances traditionnelles utilisées dans les actions d'exploitation des ressources naturelles (plantes médicinales plus particulièrement).					

105. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer le respect, la préservation et le maintien des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique?	
a) non	
b) certaines mesures en place	X
c) mesures potentielles à l'étude	X
d) mesures complètes mises en place	
106. Votre pays oeuvre t-il à encourager le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques?	
a) non	
b) première étape de mise en œuvre	X
c) étape avancée de mise en œuvre	
d) programme ou politique en place	

Décision III/4 et Décision IV/9. Mise en oeuvre de l'Article 8 j

107. Votre pays a-t-il établi une législation nationale et des stratégies correspondantes pour la mise en oeuvre de l'Article 8 j)?	
a) non	
b) première étape d'établissement	X
c) étape avancée d'établissement	
d) législation ou autres mesures en place	

108. Votre pays a-t-il fourni de l'information sur la mise en oeuvre de l'Article 8j à d'autres Parties contractantes par des moyens tels que les rapports nationaux?	
a) non	X
b) oui - rapport national précédent	
c) oui - CENTRE D'ÉCHANGE	
d) oui - autres moyens (Veuillez donner des détails ci-après)	
109. Votre pays a-t-il soumis des études de cas au Secrétaire exécutif concernant les mesures prises pour développer et mettre en oeuvre des dispositions de la Convention relatives aux communautés autochtones et locales?	
a) non	X
b) oui	
110. Votre pays participe-t-il aux travaux des groupes de travail et des réunions appropriés?	
a) aucun	
b) quelques-uns	X
c) tous	
111. Votre pays facilite-t-il la participation active de représentants des communautés autochtones et locales à ces groupes de travail et à ces réunions?	
a) non	
b) oui	X

Décision V/16. Article 8(j) et dispositions connexes

112. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail décrit dans l'annexe de la décision et identifié la façon dont il faudrait appliquer ces tâches dans le contexte national?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) oui (Veuillez fournir des détails ci-après)	
113. Votre pays a-t-il intégré ces tâches dans ses programmes permanents en tenant compte des opportunités de coopération identifiées?	
a) non	
b) pas adapté au contexte national	
c) oui - dans une moindre mesure	X
d) oui - dans une large mesure	
114. Votre pays prend t-il entièrement en compte les instruments, principes directeurs, codes, et autres activités pertinentes existant dans l'application du programme de travail?	
a) non	X
b) pas adapté au contexte national	
c) oui - dans une moindre mesure	
d) oui - dans une large mesure	

115. Votre pays a-t-il fourni un soutien financier adéquat à la mise en œuvre du programme de travail?	
a) non	X
b) pas adapté au contexte national	
c) oui - dans une moindre mesure	
d) oui - dans une large mesure	
116. Votre pays a-t-il complètement intégré des femmes ou des groupes de femmes dans les activités entreprises pour mettre en oeuvre le programme de travail contenu dans l'annexe de la décision et toute autre activité pertinente de la Convention?	
a) non	
b) oui (dans une moindre mesure)	X
117. Votre pays a-t-il pris des mesures pour encourager la participation active des communautés autochtones et locales dans l'application de la Convention ?	
a) non	
b) pas adapté au contexte national	
c) oui - dans une moindre mesure	
d) oui - dans une large mesure	X
118. Votre pays a-t-il fourni des études de cas sur les méthodes et les approches concernant la préservation et le partage des connaissances traditionnelles, et le contrôle de ces informations par les communautés autochtones et locales?	
a) non	X
b) pas pertinent	
c) oui - fournies au Secrétariat	
d) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange	
e) oui - par d'autres moyens (veuillez préciser)	
119. Votre pays partage t-il des informations ou des expériences sur la législation nationale ou toute autre mesure afin de sauvegarder les connaissances, les innovations et les pratiques des communautés autochtones et locales?	
a) non	X
b) pas pertinent	
c) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange	
d) oui - avec certains pays	
e) oui - par d'autres moyens (veuillez préciser)	
120. Votre pays a-t-il pris des mesures pour encourager la préservation des pratiques, des innovations et des connaissances traditionnelles des communautés autochtones et locales?	
a) non	
b) pas pertinent	
c) quelques mesures	X
d) de nombreuses mesures	

121. Votre pays, en collaboration avec les communautés autochtones et locales, a-t-il soutenu le développement de registres des connaissances traditionnelles, des innovations et des pratiques de ces dernières?	
a) non	
b) pas pertinent	
c) développement en cours	X
d) registre établi	
122. Des représentants des organisations des communautés autochtones et locales ont-ils participé, au sein de votre délégation officielle, aux réunions organisées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique ?	
a) pas pertinent	
b) pas opportun	X
c) oui	
123. Votre pays assiste-t-il le Secrétariat afin d'utiliser pleinement le mécanisme du Centre d'échange dans le but de coopérer étroitement avec les communautés autochtones et locales afin d'explorer les moyens qui leur permettraient de prendre des décisions éclairées en matière de diffusion des connaissances traditionnelles?	
a) non	
b) en l'attente d'information sur la façon de procéder	X
c) oui	
124. Votre pays a-t-il identifié des sources de financement pour les activités décrites dans la décision?	
a) non	
b) pas pertinent	
c) en partie	X
d) entièrement	

Autres observations sur l'application de cet article

<p>L'application de cet article avance très lentement. Une loi sur la reconnaissance de la pratique de la médecine traditionnelle ainsi que les décrets d'application y relatifs, basés sur celle de l'Organisation Mondiale de la Santé sont en cours d'élaboration avec la participation effective de représentants de tradipraticiens, de médecins, de scientifiques et de gestionnaires de la biodiversité. Le financement nécessaire pour cela a été obtenu grâce au soutien de l'OMS.</p> <p>Des ateliers régionaux pour la mise en place de structures d'interlocuteurs ont été réalisés sur l'initiative du Ministère de la Santé, en collaboration avec le Ministère de la Recherche Scientifique.</p> <p>Ces tradipraticiens ont été encouragés par le Ministère de la Santé à se regrouper en « syndicat » afin de faciliter la mise en œuvre de cet article. Un bureau national existe actuellement.</p>
--

Article 9 Conservation ex situ

125. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
126. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	
				d) Très limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
Des parcs botaniques et/ou zoologiques existent, fonctionnent grâce à des dons venant de l'extérieur. Le pays dispose de moyens très limités pour assurer la bonne marche de telles structures.					
127. Votre pays a-t-il adopté de mesures pour conserver <i>ex situ</i> des éléments constitutifs de la diversité biologique originaires de votre pays (9a)?					
a) non					
b) certaines mesures en place					X
c) mesures potentielles à l'étude					X
d) mesures complètes mises en place					
128. Votre pays a-t-il adopté des mesures pour conserver <i>ex situ</i> des éléments constitutifs de la diversité biologique provenant de l'extérieur de votre pays (9a)?					
a) non					
b) certaines mesures en place					X
c) mesures potentielles à l'étude					X
d) mesures complètes mises en place					
129. Dans l'affirmative, une telle conservation se fait-elle en collaboration active avec des organisations des autres pays (9a)?					
a) non					
b) oui					X
130. Votre pays a-t-il mis en place et entretenu des installations de conservation <i>ex situ</i> et de recherche pour les plantes, les animaux et les micro-organismes qui représentent des ressources génétiques originaires de votre pays (9b)??					
a) non					
b) oui - dans une moindre mesure					X
c) oui - dans une large mesure					

131. Votre pays a-t-il mis en place et entretenu des installations de conservation <i>ex situ</i> et de recherche pour les plantes, les animaux et les micro-organismes qui représentent des ressources génétiques originaires d'un autre pays (9b)?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
132. Dans l'affirmative, une telle conservation se fait-elle en collaboration active avec des organisations des autres pays (9a)?	
a) non	
b) oui	X
133. Votre pays a-t-il adopté des mesures en vue d'assurer la réintroduction des espèces menacées dans leur habitat naturel dans de bonnes conditions (9c)?	
a) non	
b) certaines mesures en place	X
c) mesures potentielles à l'étude	X
d) mesures complètes mises en place	
134. Votre pays a-t-il pris des mesures pour réglementer et gérer la collecte des ressources biologiques dans les habitats naturels aux fins de la conservation <i>ex situ</i> de manière à éviter que soient menacés les écosystèmes et les populations d'espèces <i>in situ</i> (9d)?	
a) non	
b) certaines mesures en place	X
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
Si vous êtes une Partie pays développé -	
135. Votre pays a-t-il coopéré à l'octroi d'un appui financier et autre pour la conservation <i>ex situ</i> et à la création et au maintien de moyens de conservation <i>ex situ</i> dans les pays en développement (9e) ?	
Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -	
136. Votre pays a-t-il reçu un appui financier et autre pour la conservation <i>ex situ</i> et pour la création et le maintien de moyens de conservation <i>ex situ</i> (9e)?	
a) non	
b) oui	X

Autres observations sur l'application de cet article

Outre le salaire des agents et le fonctionnement des départements impliquées, l'application de cet article dépend surtout d'aides et de subventions venant d'institutions de recherches internationales pour l'amélioration des conditions de travail et d'hébergement des espèces présentes.

Article 10 Utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique

137. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?								
a) Elevé	<input checked="" type="checkbox"/>	b) Moyen	<input type="checkbox"/>	c) Faible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
138. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?								
a) Bonnes	<input type="checkbox"/>	b) Suffisantes	<input type="checkbox"/>	c) Limitées	<input checked="" type="checkbox"/>	d) Très limitées	<input type="checkbox"/>	
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources								
<p>Le PAE inclut dans ses activités la gestion durable de la biodiversité. Le Groupe des spécialistes pour l'utilisation durable des ressources biologiques IUCN au niveau régional vient d'être mis en place au début du mois d'avril 2001.</p>								
139. Votre pays a-t-il intégré les considérations relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources biologiques dans le processus décisionnel national (10a)?								
a) non							<input type="checkbox"/>	
b) première étape de mise en œuvre							<input type="checkbox"/>	
c) étape avancée de mise en œuvre							<input type="checkbox"/>	
d) programme ou politique en place							<input checked="" type="checkbox"/>	
e) analyse de la mise en oeuvre disponible							<input type="checkbox"/>	
140. Votre pays a-t-il adopté des mesures concernant l'utilisation des ressources biologiques pour éviter ou atténuer les effets défavorables sur la diversité biologique (10b)?								
a) non							<input type="checkbox"/>	
b) certaines mesures en place							<input checked="" type="checkbox"/>	
c) mesures potentielles à l'étude							<input checked="" type="checkbox"/>	
d) mesures complètes mises en place							<input type="checkbox"/>	
141. Votre pays a-t-il mis en place des mesures pour protéger et encourager l'usage coutumier des ressources biologiques compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable (10c)?								
a) non							<input type="checkbox"/>	
b) certaines mesures en place							<input checked="" type="checkbox"/>	
c) mesures potentielles à l'étude							<input checked="" type="checkbox"/>	
d) mesures complètes mises en place							<input type="checkbox"/>	

142. Votre pays a-t-il mis en place des mesures qui aident les populations locales à concevoir et à appliquer des mesures correctives dans les zones dégradées où la diversité biologique a été appauvrie (10d)?	
a) non	
b) certaines mesures en place	X
c) mesures potentielles à l'étude	X
d) mesures complètes mises en place	
143. Votre pays encourage-t-il activement ses pouvoirs publics et son secteur privé à coopérer pour mettre au point des méthodes favorisant l'utilisation durable de la diversité biologique (10e)?	
a) non	
b) première étape de mise en œuvre	X
c) étape avancée de mise en œuvre	X
d) programme ou politique en place	X
e) analyse de la mise en oeuvre disponible (Pêche)	X

Décision IV/15. Relations entre la Convention et la Commission sur le développement durable, et les conventions relatives à la biodiversité

144. Votre pays a-t-il soumis au Secrétariat des informations concernant les impacts du tourisme sur la diversité biologique et les efforts pour le gérer efficacement?	
a) non	X
b) oui - rapport national précédent	
c) oui - études de cas	
d) oui- autres moyens (précisez ci-dessous)	
145. Votre pays a-t-il soumis au Secrétariat des informations sur les activités de la Commission sur le développement durable relatives à la biodiversité (les petits Etats insulaires, les océans, les ressources en eau douce, les schémas de production et de consommation)?	
a) non	X
b) oui - rapport national précédent	
c) oui- correspondance	
d) oui- autres moyens (précisez ci-dessous)	

Décision V/24. L'utilisation durable comme problème multisectoriel

146. Votre pays a-t-il identifié des indicateurs et des mesures d'incitation pour les secteurs applicables à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité ?	
a) non	
b) évaluation d'indicateurs potentiels en cours	
c) indicateurs identifiés (Dans l'affirmative, veuillez les décrire ci-dessous)	X
Observation : Il s'agit d'indicateurs biologiques comme le taux de disparition de forêts (ou le taux de la couverture forestière), le taux d'espèces endémiques et/ou menacées.	
147. Votre pays a-t-il apporté son aide à d'autres Parties afin de renforcer leurs capacités d'application de pratiques, de programmes et de politiques de développement durable au niveau régional, national et local, en particulier pour lutter contre la pauvreté?	
a) non	X
b) pas pertinent	
c) dans une moindre mesure	
d) dans une large mesure (Veuillez donner des détails ci-après)	
148. Votre pays a-t-il développé des initiatives afin d'impliquer le secteur privé et les communautés autochtones et locales dans les initiatives entreprises sur le développement durable ainsi que dans les mécanismes qui garantissent que ces populations pourront profiter de l'utilisation durable ?	
a) non	
b) mécanismes à l'étude	
c) mécanismes en place (Expliquez)	X
149. Votre pays a-t-il identifié des domaines de préservation qui pourraient profiter de l'utilisation durable de la diversité biologique, et a-t-il communiqué cette information au Secrétaire exécutif ?	
a) non	
b) oui (identifié, mais pas communication)	X

Décision V/25. Diversité biologique et tourisme

150. Votre pays a-t-il basé ses politiques, ses programmes et ses activités dans le domaine du tourisme durable en fonction d'une évaluation des interconnexions entre le tourisme et la diversité biologique ?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure	X
151. Votre pays a-t-il soumis des études de cas au Secrétaire exécutif sur le tourisme afin de donner des exemples de l'utilisation durable de la biodiversité ?	
a) non	X
b) oui	
152. Votre pays a-t-il entrepris des activités applicables à la biodiversité et au tourisme afin de soutenir l'Initiative internationale de l'écotourisme ?	
a) non	
b) oui	X
153. Votre pays a-t-il entrepris des activités applicables à la biodiversité et au tourisme afin de soutenir l'Année internationale de la montagne ?	
a) non	
b) oui (2002)	X
154. Votre pays a-t-il entrepris des activités applicables à la biodiversité et au tourisme afin de soutenir l'Initiative internationale en faveur des récifs coralliens?	
a) non	
b) oui	X
155. Votre pays a-t-il établi des politiques habilitantes et des structures législatives afin de compléter les efforts volontaires afin de mettre en œuvre efficacement le tourisme durable?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure (Expliquez)	X

Autres observations sur l'application de cet article

Question # 139 :

certaines secteurs comme le Ministère de la Pêche , le Ministère de la Recherche Scientifique , le Ministère des Eaux et Forêts ,

Question # 143 :

Les politiques forestière et de la pêche sont en place. Pour ces 2 secteurs , des systèmes de gestion de l'exploitation sont en place .

Question # 144 :

les rapports sont disponibles et peuvent être envoyés ;

Question 146 :

Il existe un Système d 'information en environnement au niveau de l'Office Nationale de l'Environnement

Question # 148 :

L'approche programme du PAE , la politique GIZC et les 50% de droit d'entrée dans les aires protégées appliqueront ou ont appliqué ce principe (GELOSE, Dina, Gestion contractuelle des forets)

Question 155 :

En ce qui concerne la décision V/25,

- Au niveau local, l'exploitation des zones abritant les récifs coralliens fait l'objet de convention communautaire à laquelle les opérateurs touristiques doivent également se soumettre (2 sites concerné)
- Si les réserves foncières ont été établies (2 sites), c'est dans le but e promouvoir le tourisme par la facilitation de l'octroi de terrains aux investisseurs. L'occupation de ces lots par ces investisseurs doivent satisfaire à certaines conditions sur les prescriptions environnementales. La constitution de la Zone d'Investissement Ecotouristique d'un site en réserve foncière a fait l'objet d'un décret en Novembre 2000.
- Afin de régulariser l'observation commerciale des Mégaptères (particulièrement les baleines à bosse), me Ministère du Tourisme, conjointement avec le Ministère de l'Environnement, celui de la Pêche et des Ressources Halieutiques et le Ministère des Transports ont sorti un arrêté interministériel en Mars 2000.

Article 11 Mesures d'incitation

156. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
157. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
Des dispositifs de transferts de gestion de l'Etat vers les opérateurs privés ou les communautés locales sont opérationnels depuis 2000 (GELOSE).					
158. Des programmes sont-ils en place pour identifier et assurer l'adoption de mesures économiquement et socialement rationnelles incitant à conserver et à utiliser durablement les éléments constitutifs de la diversité biologique?					
a) non					
b) première étape d'établissement	X				
c) étape avancée d'établissement					
d) programmes en place					
e) analyse de la mise en oeuvre disponible					
159. Ces mesures d'incitation et les programmes les identifiant et assurant leur adoption couvrent-ils toutes les activités sectorielles ?					
a) non					
b) quelques secteurs	X				
c) la plupart des secteurs importants					
d) tous les secteurs					

Décision III/18. Mesures d'incitation

160. Votre pays a-t-il examiné les législations et politiques économiques en vigueur afin de recenser les incitations utiles à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique et d'en favoriser l'application ?	
a) non	
b) examen en cours	
c) certaines études ont été terminées	X
d) tant que possible	

161. Votre pays a-t-il entrepris d'établir des mécanismes et de démarches pour assurer l'incorporation adéquate des valeurs commerciales et non commerciales de la diversité biologique dans les plans, politiques et programmes et autres dispositifs pertinents, tels que, notamment, les systèmes comptables nationaux et les stratégies d'investissement?	
a) non	
b) Première phase d'identification des mécanismes	X
c) Phase avancée d'identification des mécanismes	
d) Mécanismes en place	
e) Analyse de l'impact des mécanismes disponible	
162. Votre pays a-t-il mis au point des programmes de formation et de renforcement des capacités afin de donner effet aux mesures d'incitation et de favoriser les initiatives du secteur privé?	
a) non	
b) prévu	
c) quelques-uns	X
d) un grand nombre	
163. Votre pays a-t-il intégré la prise en compte de la diversité biologique aux études d'impact, comme première étape dans la voie de la conception et de l'application des mesures d'incitation?	
a) non	
b) oui	X
164. Votre pays a-t-il partagé son expérience en matière de mesures d'incitation avec d'autres Parties contractantes, et a-t-il mis à la disposition du Secrétariat des études de cas?	
a) non	X
b) oui - rapport national précédent	
c) oui - études de cas	
d) oui - autres façons (veuillez donner des détails ci-après)	

Décision IV/10. Mesures visant à faire appliquer la Convention [en partie]

165. Votre pays entreprend-il activement de concevoir et d'appliquer des mesures d'incitation?	
a) non	
b) première étape de mise en œuvre	
c) étape avancée de mise en œuvre	X
d) mesures en place	
e) analyse de la mise en oeuvre disponible	

166. Votre pays a-t-il identifié les menaces pour la diversité biologique et les causes profondes de l'appauvrissement de la diversité biologique, incluant les acteurs pertinents, comme étape de la formulation des mesures d'incitation?	
a) non	
b) première étape de mise en oeuvre	
c) étape avancée de mise en oeuvre	X
d) mesures en place	X
e) analyse de la mise en oeuvre disponible	X
167. Les mesures d'incitation en vigueur tiennent-elles compte des aspects économiques, sociaux, culturels et éthiques de la diversité biologique?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
168. Votre pays a-t-il élaboré des cadres juridiques et de politique générale pour la conception et l'application de mesures d'incitation?	
a) non	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
d) cadres en place	X
e) analyse de la mise en oeuvre disponible	
169. Votre pays mène-t-il des consultations participatives afin de définir des mesures claires et ciblées propres à s'attaquer aux causes profondes de l'appauvrissement de la diversité biologique?	
a) non	
b) première étape de mise en oeuvre	
c) étape avancée de mise en oeuvre	
d) processus en place	X
170. Votre pays a-t-il décelé et envisagé d'éliminer les mesures d'incitation ayant des effets pervers?	
a) non	X
b) programme de détection en cours	
c) mesures décelées mais non entièrement neutralisées	
d) mesures décelées et neutralisées	

Décision V/15. Mesures d'incitation

171. Votre pays a-t-il examiné les mesures d'incitation préconisées lors du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques?	
a) non	
b) oui	X
172. Votre pays a-t-il exploré les voies et les moyens par lesquels ces mesures d'incitation pourraient soutenir les objectifs de la Convention sur la diversité biologique dans votre pays?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) phase de développement préliminaire	
d) phase de développement avancé	
e) informations supplémentaires disponibles	

Autres observations sur l'application de cet article

<p>Question # 166 : le Plan d'Actions Environnementales ainsi que la politique forestière sont dans une étape avancée. Les autres secteurs ne sont pas tous à la même étape.</p> <p>Question # 168 : la loi sur la Gestion Locale Sécurisée (GELOSE), la politique Forestière (PolFor) sont opérationnelles. La politique de gestion Intégrée de la zone Côtière (politique GIZC) sera finalisée à la fin de l'année 2001.</p>
--

Article 12 Recherche et formation

173. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
174. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	
				d) Très limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
Il y a nécessité d'appuyer financièrement la recherche et la formation dans tous les domaines et en particulier pour l'Environnement marin et Côtier.					

175. Votre pays a-t-il mis en place des programmes d'éducation et de formation scientifiques et techniques pour identifier et conserver la diversité biologique et en assurer l'utilisation durable (12a)?	
a) non	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	X
d) programmes en place	X
176. Votre pays a-t-il apporté à d'autres Parties un appui à l'éducation et à la formation aux mesures d'identification, de conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique et de ses éléments constitutifs (12a)?	
a) non	
b) oui	X
177. Votre pays favorise et encourage-t-il la recherche qui contribue à conserver la diversité biologique et à en assurer l'utilisation durable (12b)?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X
178. Votre pays encourage t-il et coopère t-il à l'exploitation des progrès de la recherche scientifique sur la diversité biologique pour mettre au point des méthodes de conservation et d'utilisation durable des ressources biologiques (12c)?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X

Si vous êtes une Partie pays développé

179. Votre pays tient-il compte, dans l'exécution des activités ci-dessus, des besoins particuliers des pays en développement?

a) non	
b) oui, si pertinents	

Autres observations sur l'application de cet article

Des formations universitaires existent au niveau de la Faculté des Sciences, de la Faculté de Droit, de Gestion, de l'Economie et de Sociologie, de la Faculté des Lettres, de l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, du Centre de Formation en Sciences de l'Information Géographique et Environnementale, de l'Institut Halieutique et des Sciences Marines...

Une formation de 3^{ème} Cycle sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique existe au niveau régional au sein de l'Université de l'Océan Indien (regroupant les îles de l'Océan Indien).

Article 13 Éducation et sensibilisation du public

180. Quel niveau de priorité votre pays accorde-t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé		b) Moyen	X	c) Faible	
181. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
Pour le programme sur l'environnement marin et côtier (EMC), l'éducation et la sensibilisation du public n'ont pas été prévues, néanmoins, des actions sont réalisées.					
182. Votre pays favorise et encourage-t-il une prise de conscience de l'importance de la conservation de la diversité biologique et des mesures nécessaires à cet effet (13a), en assurant la promotion par les médias?					
a) non					
b) oui - dans une moindre mesure					
c) oui - dans une large mesure					X
183. Votre pays favorise et encourage-t-il une prise de conscience de l'importance de la conservation de la diversité biologique et des mesures nécessaires à cet effet (13a), en incluant ces questions dans les programmes d'enseignement?					
a) non					
b) oui - dans une moindre mesure					
c) oui - dans une large mesure					X
184. Votre pays coopère-t-il avec d'autres États et des organisations internationales pour mettre au point des programmes pertinents d'éducation et de sensibilisation du public (13b)?					
a) non					
b) oui - dans une moindre mesure					X
c) oui - dans une large mesure					

Décision IV/10. Mesures visant à faire appliquer la Convention [en partie]

185. Les besoins d'éducation et de sensibilisation du public sont-ils couverts dans le plan d'action/stratégie national?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X

186. Votre pays a-t-il alloué des ressources suffisantes à l'utilisation stratégique des outils d'éducation et de communication à chaque stade de la formulation, de l'application et de l'évaluation des politiques?	
a) ressources limitées	X
b) ressources importantes mais pas adéquates	
c) ressources adéquates	
187. Votre pays appuie-t-il les initiatives des grands groupes qui favorisent la participation des parties prenantes à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique et qui incluent la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans leurs méthodes et programmes d'éducation?	
a) non	X
b) oui	
188. Votre pays a-t-il intégré les considérations relatives à la diversité biologique dans les stratégies d'éducation?	
a) non	
b) première étape de mise en œuvre	
c) étape avancée de mise en œuvre	
d) oui	X
189. Votre pays a-t-il mis à disposition des études de cas sur l'éducation, la sensibilisation et la participation du public, ou a-t-il essayé de partager les expériences par tout autre moyen?	
a) non	X
b) oui	
190. Votre pays a-t-il illustré et traduit des dispositions de la Convention dans les langues locales afin d'éduquer et de sensibiliser le public sur les secteurs pertinents?	
a) sans objet	
b) à faire	X
c) à l'étude	
d) oui	
191. Votre pays appuie-t-il les initiatives locales, nationales, sous-régionales et régionales visant à éduquer et à sensibiliser le public?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
<i>Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -</i>	
192. Lorsqu'il demande de l'assistance par l'intermédiaire du FEM, votre pays a-t-il proposé des projets qui encouragent des mesures permettant l'application de l'Article 13 de la Convention?	
a) non , mais à soumettre	X
b) oui	

Décision V/17. Education et sensibilisation du public

193. Votre pays soutient-il le renforcement des capacités sur les plans de l'éducation et de la communication de la diversité biologique comme faisant partie d'un plan d'action/stratégie nationale de biodiversité ?	
a) non	
b) soutien limité	X
c) oui (Veuillez donner des détails ci-après)	

Autres observations sur l'application de cet article

Il y a eu des formations en faveur des étudiants en journalisme et des journalistes de l'Association des Journaliste en Environnement

Question # 192:
Le projet y relatif est à soumettre au FEM.

Question # 193 :
Dans le cadre des Stratégies régionales

Article 14 Évaluation de l'impact afin de minimiser les effets pervers

194. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
195. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	
				d) Très limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
<p>Les ressources sont insuffisantes même si l'Etude d'Impact sur l'Environnement (EIE) est à la charge de l'investisseur / promoteur (exemple du Plan de Soutien du Développement Rural , du Plan relatif aux industries , du Plan Sectoriel des Transports)</p>					
196. Une législation est-elle en place pour exiger l'évaluation des impacts sur l'environnement des projets proposés qui sont susceptibles de nuire à la diversité biologique (14 1a))?					
a) non					
b) première étape d'établissement					
c) étape avancée d'établissement					
d) législation en place					X
e) analyse de mise en oeuvre disponible					X
197. Ces procédures d'évaluation des impacts sur l'environnement permettent-elles la participation du public (14(1a))?					
a) non					
b) oui - dans une moindre mesure					
c) oui - dans une large mesure					X
198. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes pour qu'il soit dûment tenu compte des effets sur l'environnement des programmes et politiques susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique (14(1b))?					
a) non					
b) première étape d'établissement					
c) étape avancée d'établissement					X
d) entièrement conforme aux connaissances scientifiques actuelles					

199. Votre pays participe-t-il à des consultations bilatérales, régionales et/ou multilatérales sur des activités susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique de zones situées hors des limites de la juridiction nationale (14(1c))?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X
200. Votre pays applique-t-il des accords bilatéraux, régionaux et/ou multilatéraux sur des activités susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique de zones situées hors des limites de la juridiction nationale (14(1c))?	
a) non	
b) non, évaluation des options en cours	
c) certains sont appliqués, d'autres sont en cours	X
b) oui	
201. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes pour informer d'autres États dans le cas d'un danger ou d'un dommage imminent ou grave trouvant son origine sous sa juridiction et menaçant la diversité biologique et susceptible de nuire à celle de ces États (14(1d))?	
a) non	X
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
e) pas de besoin identifié	
202. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes propres à prévenir ce danger ou ce dommage ou à en atténuer les effets(14(1d))?	
a) non	
b) première étape d'établissement	X
c) étape avancée d'établissement	
d) entièrement conforme aux connaissances scientifiques actuelles	
e) pas de besoin identifié	
203. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes d'urgence au cas où des activités ou des événements présenteraient un danger grave ou imminent pour la diversité biologique (14(1e))?	
a) non	
b) première étape d'établissement	X
c) étape avancée d'établissement	
d) mécanismes en place	
204. Votre pays a-t-il encouragé la coopération internationale en vue d'établir des plans d'urgence communs pour répondre aux activités ou aux événements qui présenteraient un danger grave ou imminent pour la diversité biologique (14(1e))?	
a) non	
b) oui	X
c) pas de besoin identifié	

Décision IV/10. Mesures visant à faire appliquer la Convention [en partie]

205. Votre pays a-t-il échangé des informations et partagé l'expérience avec d'autres Parties contractantes concernant l'évaluation d'impact sur l'environnement et les mesures correctives et des programmes d'incitation connexes?	
a) non	
b) information fournie au Secrétariat	
c) information fournie aux autres Parties	X
d) information fournie par l'intermédiaire du Centre d'échange national	
206. Votre pays a-t-il échangé avec d'autres Parties contractantes des informations sur les mesures et les accords portant sur la responsabilité et la réparation applicables aux dommages infligés à la diversité biologique?	
a) non	X
b) information fournie au Secrétariat	
c) information fournie aux autres Parties	
c) information fournie par l'intermédiaire du Centre d'échange national	

Décision V/18. Evaluation d'impact, responsabilité et réparation

207. Votre pays a-t-il intégré l'évaluation de l'impact environnemental dans ses programmes thématiques ou dans ceux concernant les espèces exotiques et le tourisme?	
a) non	
b) en partie intégrée	X
c) entièrement intégrée	
208. Lorsque votre pays entreprend des évaluations d'impacts sur l'environnement, traite-t-il l'appauvrissement de la diversité biologique et les aspects socio-économiques, culturels et humains-sanitaires applicables à celle-ci?	
a) non	
b) en partie	
c) complètement	X
209. Lorsque votre pays développe des cadres de travail législatifs et réglementaires, met-il en place des mécanismes qui garantissent la considération des problèmes de diversité biologique dès les premières étapes du processus préliminaire?	
a) non	
b) dans certaines circonstances	
c) dans toutes les circonstances	X
210. Votre pays garantit-il l'engagement de tous les intervenants intéressés et concernés dans une approche participative à tous les stades du processus d'évaluation?	
a) non	
b) oui - dans certaines circonstances	
c) oui - dans tous les cas	X

211. Votre pays a-t-il organisé des réunions d'experts, des groupes de travail, des séminaires et/ou de la formation, des programmes de sensibilisation et d'éducation du public et des programmes d'échange afin de promouvoir le développement de l'expertise locale au moyen de méthodes, techniques et procédures d'évaluation de l'impact ?	
a) non	
b) certains programmes mis en place	
c) de nombreux programmes mis en place	X
d) approche intégrée afin de développer une expertise	X
212. Votre pays a-t-il mené des projets pilotes d'évaluation environnementale de l'impact afin de soutenir le développement de l'expertise locale au moyen de méthodologies, de techniques et de procédures?	
a) non	
b) oui (Veuillez donner des détails ci-après)	X
213. Votre pays utilise t-il des évaluations stratégiques environnementales afin d'estimer, non seulement l'impact des projets individuels, mais aussi leurs effets mondiaux et cumulatifs, et s'assure t-il que les résultats sont appliqués dans les processus de planification et de décision?	
a) non	X
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure	
214. Votre pays exige t-il l'inclusion du développement de solutions alternatives, de mesures d'atténuation, et une considération de l'élaboration de mesures de compensation en matière d'évaluation environnementale de l'impact?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure	X
215. Les informations nationales sur les pratiques, systèmes, mécanismes et expériences dans le domaine de l'évaluation stratégique environnementale et de l'évaluation de l'impact sont-elles disponibles?	
a) non	
b) oui (Ajoutez une annexe ou résumez)	X

Autres observations sur l'application de cet article

Question # 200 :

ceci concerne surtout les accords bilatéraux.

Question # 202 :

Exemple du déversement des Hydrocarbures

Question # 204 :

ratification de conventions PIC POP'S ,MARPOL ,

Question # 212 :

exemple du Projet QMM QIT Minerals Madagascar, sur les coûts techniques d'évaluation

Question # 214 :

Toutes les études et évaluations environnementales comprennent un plan de gestion environnemental

Question # 215 : Ci joint la procédure d'EIE

Article 15 Accès aux ressources génétiques

216. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
217. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
<p>Le gouvernement accorde une priorité à la question . Cependant, compte-tenu de la nouveauté de l'approche, plusieurs actions doivent être encore effectuées, dont principalement la sensibilisation de tous les acteurs, depuis les décideurs économiques aux communautés locales.</p> <p>Une première étape a été faite et consiste à la mise en place d'un cadre juridique , mais toute une série d'actions doit être entreprise pour que les actions soient vraiment concrètes.</p>					
218. Votre pays s'est-il efforcé de créer les conditions propres à faciliter l'accès aux ressources génétiques aux fins d'utilisation écologiquement rationnelle par d'autres Parties contractantes(15(2))?					
a) non					
b) oui - dans une moindre mesure				X	
c) oui - dans une large mesure					
219. Y a t-il une compréhension mutuelle ou un accord mis en place entre les différents groupes d'intérêts et l'État sur l'accès aux ressources génétiques (15(4))?					
a) non					
b) oui - dans une moindre mesure				X	
c) oui - dans une large mesure					
220. Votre pays dispose-t-il d'un processus de planification à participation ouverte, ou de tout autre mécanisme pour assurer que l'accès aux ressources génétiques est soumis au consentement préalable en connaissance de cause (15(5))?					
a) non					
b) première étape d'établissement				X	
c) étape avancée d'établissement					
d) processus en place					
221. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer que toutes recherches scientifiques fondées sur les ressources génétiques fournies par d'autres Parties contractantes soient développées et effectuées avec la pleine participation de ces Parties (15(6))?					
a) non					
b) certaines mesures en place				X	
c) mesures potentielles à l'étude				X	
d) mesures complètes mises en place					

222. Votre pays a-t-il pris de mesures pour assurer le partage juste et équitable des résultats de la recherche et du développement ainsi que des avantages résultant de l'utilisation commerciale et autre des ressources génétiques avec la Partie contractante qui fournit ces ressources (15(7))?	
a) non	
b) certaines mesures en place	X
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
Dans l'affirmative, s'agit-il de mesures	
a) législatives	X
b) administratives	X
c) de politique générale	X

Décision II/11 et décision III/15. Accès aux ressources génétiques

223. Votre pays a-t-il fourni au Secrétariat des informations sur les législations, les mesures administratives et de politique générale, les processus participatives et les programmes de recherche?	
a) non	
b) oui, dans le rapport national précédent	
c) oui, dans les études de cas	X
d) oui, par d'autres moyens (veuillez donner des détails ci-après)	X
224. Votre pays a-t-il mis en œuvre des programmes de renforcement des capacités afin de favoriser l'élaboration et l'application de mesures et de lignes directrices législatives, administratives et d'ordre général relatives à l'accès, y compris les compétences et capacités dans les domaines techniques, commerciaux, juridiques et en matière de gestion?	
a) non	
b) quelques-uns	X
c) un grand nombre	
d) les programmes couvrent tous les besoins identifiés	
e) pas de besoin identifié	
225. Votre pays a-t-il procédé à l'analyse des expériences concernant les mesures et lignes directrices législatives, administratives et d'ordre général relatives à l'accès, y compris les compétences et capacités dans les domaines techniques, commerciaux, juridiques et en matière de gestion?	
a) non	
b) analyse en cours	X
c) analyse terminée	
226. Votre pays collabore-t-il avec toutes les parties intéressées afin d'explorer, de mettre au point et d'appliquer les lignes directrices et les pratiques qui assurent des avantages mutuels aux fournisseurs et aux utilisateurs de ces mesures d'accès?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X

227. Votre pays a-t-il recensé les autorités nationales chargées d'accorder l'accès aux ressources génétiques?	
a) non	X
b) oui	
228. Votre pays joue-t-il un rôle actif dans les négociations relatives au remaniement de l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture?	
a) non	
b) oui	X

Décision V/26. Accès aux ressources génétiques

229. Votre pays a-t-il nommé un correspondant national et une, ou plus d'une autorité nationale compétente responsable des arrangements pour les accès et le partage des ressources ou pour fournir des informations sur ces arrangements?	
a) non	
b) oui	X
c) oui, le Secrétaire exécutif en a été informé	
230. La stratégie nationale de votre pays en matière de biodiversité et de politique législative ou administrative sur l'accès et le partage des ressources contribue-t-elle aux objectifs de conservation et d'utilisation durable?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure	X
Parties bénéficiaires de ressources génétiques	
231. Votre pays a-t-il adopté des mesures administratives ou politiques qui soutiennent les efforts accomplis par les pays fournisseurs afin d'assurer que l'accès à leurs ressources génétiques est soumis aux articles 15, 16 et 19 de la Convention?	
a) non	
b) autres arrangements prévus	X
c) oui	
232. Votre pays coopère-t-il avec d'autres Parties afin de trouver des solutions pratiques et équitables pour soutenir les efforts accomplis par des pays fournisseurs afin d'assurer que l'accès à leurs ressources génétiques est soumis aux Articles 15, 16 et 19 de la Convention, et reconnaît-il la complexité de la question, avec une attention particulière pour la quantité de considérations éclairées précédentes?	
a) non	X
b) oui (veuillez donner des détails ci-après)	
233. Dans son développement de sa législation sur l'accès, votre pays a-t-il pris en compte et permis le développement d'un système multilatéral afin de faciliter l'accès et le partage des ressources dans le contexte de l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture?	
a) non	
b) législation à l'étude	X
c) oui	

234. Votre pays coordonne t-il ses positions avec la Convention sur la diversité biologique et l'Engagement international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture?	
a) non	
b) processus en cours	X
c) oui	
235. Votre pays a-t-il fourni des informations au Secrétaire exécutif sur les utilisateurs des institutions, le marché des ressources génétiques, les bénéfices non monétaires, les mécanismes nouveaux ou émergents en matière de partage des ressources, les mesures d'incitation, la clarification de définitions, les systèmes sui generis et les intermédiaires?	
a) non	X
b) quelques informations ont été fournies	
c) de nombreuses informations ont été fournies	
236. Votre pays a-t-il soumis au Secrétaire exécutif des informations sur des problèmes particuliers liés au rôle des droits de propriété intellectuelle pour mettre en œuvre l'accès aux arrangements de partage des ressources?	
a) non	
b) oui	X
237. Votre pays a-t-il fourni un renforcement des capacités, un transfert et un développement de technologies afin de maintenir l'utilisation des collections ex situ?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	X
c) dans une large mesure	

Autres observations sur l'application de cet article

<p>Madagascar s'est engagé dans une première phase concernant les droits d'accès aux ressources génétiques, à travers l'élaboration d'un cadre réglementaire élaboré dans le cadre du programme des Nations Unies liées à la mise en œuvre de la CDB. Cette question est complexe et le gouvernement, en dehors des réunions thématiques organisées par le secrétariat de la CDB, a fait appel à des expériences au niveau bilatéral en vue d'échanger les expériences.</p> <p>L'une des difficultés rencontrées sur lesquelles il est nécessaire de concentrer les efforts est la sensibilisation et le renforcement des capacités. Des actions dans ce sens ont été commencées à l'endroit des gestionnaires publics et des opérateurs économiques.</p> <p>Un plan de formation/sensibilisation devrait être mis en place.</p> <p>Le CHM créé donne les informations sur l'état d'avancement de la mise en place de la législation actuelle, sur les mesures administratives et la politique générale.</p>
--

Article 16 Accès à la technologie et au transfert de technologie

238. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?							
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible			
239. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?							
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées		d) Très limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources							
Un retard du pays est enregistré dans ce domaine.							
240. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer ou faciliter à d'autres Parties contractantes l'accès aux technologies pertinentes à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, ou utilisant les ressources génétiques sans causer de dommages sensibles à l'environnement, et le transfert desdites technologies (16(1))?							
a) non						X	
b) certaines mesures en place							
c) mesures potentielles à l'étude							
d) mesures complètes mises en place							
241. Votre pays a-t-il connaissance de toutes les initiatives au titre desquelles les technologies pertinentes lui sont transférées à des conditions favorables ou préférentielles (16(2))?							
a) non						X	
b) oui (Veuillez donner des détails ci-après)							
242. Votre pays a-t-il pris des mesures pour que soit assuré aux Parties contractantes qui fournissent des ressources génétiques, l'accès à la technologie utilisant ces ressources et le transfert de ladite technologie selon des modalités mutuellement convenues (16(3))?							
a) non						X	
b) certaines mesures en place							
c) mesures potentielles à l'étude							
d) mesures complètes mises en place							
Dans l'affirmative, s'agit-il de mesures							
a) législatives?							
b) administratives?							
c) de politique générale?							

243. Votre pays a-t-il pris des mesures pour que le secteur privé facilite l'accès à la technologie pertinente, sa mise au point conjointe et son transfert au bénéfice des institutions gouvernementales et du secteur privé des pays en développement (16(4))?	
a) non	
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	X
d) mesures complètes mises en place	
Dans l'affirmative, s'agit-il de mesures :	
a) législatives?	X
b) administratives?	
c) de politique générale?	
244. Votre pays dispose-t-il d'un système national de protection des droits de propriété intellectuelle (16(5))?	
a) non	
b) oui	X
245. Dans l'affirmative, ce système couvre-t-il les ressources biologiques (par exemple, les espèces végétales) d'une façon quelconque?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	

Décision III/17. Droits de propriété intellectuelle

246. Votre pays a-t-il réalisé et communiqué au Secrétariat des études de cas sur les impacts des droits de propriété intellectuelle sur la poursuite des objectifs de la Convention?	
a) non	X
b) quelques-unes	
c) un grand nombre	

Autres observations sur l'application de cet article

Attente de la promulgation de la loi sur les droits de propriété intellectuelle après avis de l'Assemblée Nationale

Article 17 Échange d'informations

247. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?								
a) Elevé	<input checked="" type="checkbox"/>	b) Moyen	<input type="checkbox"/>	c) Faible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
248. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?								
a) Bonnes	<input type="checkbox"/>	b) Suffisantes	<input type="checkbox"/>	c) Limitées	<input checked="" type="checkbox"/>	d) Très limitées	<input type="checkbox"/>	
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources								
249. Votre pays a-t-il pris des mesures pour faciliter l'échange d'informations provenant de sources disponibles (17(1))?								
a) non	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	
b) limité par l'absence de ressources	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	
c) certaines mesures en place	<input type="checkbox"/>						<input checked="" type="checkbox"/>	
d) mesures potentielles à l'étude	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	
e) mesures complètes mises en place	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	
Si vous êtes une Partie pays développé -								
250. Ces mesures tiennent-elles compte des besoins particuliers des pays en développement (17(1))?								
a) non	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	
b) oui - dans une moindre mesure	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	
c) oui - dans une large mesure	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	
251. Dans l'affirmative, ces mesures incluent-elles toutes les catégories d'information indiquées à l'Article 17(2), notamment les programmes de recherche, de formation et d'analyse technique, scientifique et socio-économique, les connaissances spécialisées, le rapatriement des informations, etc.?								
a) non	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	
b) oui - dans une moindre mesure	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	
c) oui - dans une large mesure	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	

Article 18 Coopération technique et scientifique

252. Quel niveau de priorité votre pays accorde-t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
253. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
Tous les projets de coopération technique et scientifique bilatéraux sont inscrits dans le Programme d'Investissement Public (PIP)					
254. Votre pays a-t-il pris des mesures pour encourager la coopération technique et scientifique internationale dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique (18(1))?					
a) non					
b) certaines mesures en place				X	
c) mesures potentielles à l'étude					
d) mesures complètes mises en place					
255. Les mesures prises pour encourager la coopération avec d'autres Parties contractantes pour l'application de la Convention accordent-elles une attention particulière au développement et au renforcement des capacités nationales par le biais de la mise en valeur des ressources humaines et du renforcement des institutions (18(2))?					
a) non					
b) oui - dans une moindre mesure					
c) oui - dans une large mesure				X	
256. Votre pays a-t-il encouragé et mis au point des modalités de coopération aux fins de l'élaboration et de l'utilisation de technologies, y compris les technologies autochtones et traditionnelles, conformément aux objectifs de la Convention (18(4))?					
a) non					
b) première étape d'établissement				X	
c) étape avancée d'établissement					
d) mécanismes en place					

257. Une telle coopération inclut-elle la formation du personnel et l'échange d'experts (18(4))?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
258. Votre pays a-t-il encouragé l'établissement de programmes de recherche conjoints et de coentreprises pour le développement de technologies en rapport avec les objectifs de la Convention (18(5))?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	

Décision II/3, Décision III/4 et Décision IV/2. Centre d'échange

259. Votre pays collabore-t-il à la mise sur pied et à l'exploitation du Centre d'échange?	
a) non	
b) oui	X
260. Votre pays aide-t-il à renforcer les capacités nationales par l'échange et la diffusion des expériences et des leçons retenues de la mise en oeuvre de la Convention?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
261. Votre pays a-t-il nommé un correspondant national pour le centre d'échange?	
a) non	
b) oui	X
262. Votre pays fournit-il des ressources pour la mise sur pied et l'exploitation du Centre d'échange?	
a) non	
b) oui, au niveau national	X
c) oui, au niveau national et international	
263. Votre pays facilite-t-il la tenue d'ateliers et autres réunions d'experts et y participe-t-il, afin de faire progresser la mise sur pied du Centre d'échange au niveau international?	
a) non	
b) participation seulement	X
c) appui et participation à certaines réunions	
264. Votre Centre d'échange est-il opérationnel?	
a) non	
b) à l'étude	
c) Dans l'affirmative, donnez des détails	X

265. Votre Centre d'échange est-il branché sur Internet?	
a) non	
b) oui	X
266. Votre pays a-t-il établi au niveau national un Comité directeur ou un groupe de travail multi-sectoriel et multidisciplinaire?	
a) non	
b) oui	X

**Décision V/14. Coopération technique et scientifique et mécanismes du Centre d'échange
(Article 18)**

267. Votre pays a-t-il examiné les priorités identifiées dans l'Annexe I à la décision et essayé de les mettre en œuvre ?	
a) non	
b) examiné mais pas mises en oeuvre	
c) examiné et mises en œuvre si approprié	X

Autres observations sur l'application de cet article

ADRESSE SITE WEB : www.pnae.mg/chm.biodiv

Article 19 Gestion de la biotechnologie et répartition de ses avantages

268. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
269. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	
				d) Très limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
Retard du pays en matière de biotechnologie néanmoins la question est considérée dans la Stratégie nationale					
270. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer la participation effective aux activités de recherche biotechnologique des Parties contractantes qui fournissent les ressources génétiques pour ces activités de recherche (19(1))?					
a) non					
b) certaines mesures en place					
c) mesures potentielles à l'étude				X	
d) mesures complètes mises en place					
Dans l'affirmative, s'agit-il de mesures :					
a) législatives?				X	
b) administratives?				X	
c) de politique générale?				X	
271. Votre pays a-t-il pris toutes les mesures possibles pour encourager et favoriser l'accès prioritaire, sur une base juste et équitable, des Parties contractantes, aux résultats et aux avantages découlant des biotechnologies fondées sur les ressources génétiques fournies par ces (19(2))?					
a) non					
b) certaines mesures en place					
c) mesures potentielles à l'étude				X	
d) mesures complètes mises en place					

**Décision IV/3. Questions relatives à la prévention des risques biotechnologiques.
 Décision V/1. Plan de travail du Comité intergouvernemental sur le Protocole de Carthagène sur la biosécurité.**

272. Votre pays est-il une Partie contractante au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques de biotechnologie?	
a) Non-signataire	
b) signataire, ratification en cours	X
b) instrument de ratification déposé	

Autres observations sur l'application de cet article

<p>Malgré un certain retard ,une étude est en cours pour la mise en place d'un Comité interministériel relatif à la législation sur la Biosécurité .</p>
--

Article 20 Ressources financières

273. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé		b) Moyen	X	c) Faible	
274. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					

275. Votre pays a-t-il fourni un appui et des avantages financiers en ce qui concerne les activités nationales tendant à la réalisation des objectifs de la Convention (20(1))?	
a) non	
b) oui - avantages financiers seulement	
c) oui - appui financier seulement	
d) oui - appui financier et avantages financiers	X
Si vous êtes une Partie pays développé -	
276. Votre pays a-t-il fourni des ressources financières nouvelles ou supplémentaires pour permettre aux Parties qui sont des pays en développement de faire face à la totalité des surcoûts convenus que leur impose la mise en oeuvre des mesures par lesquelles ils s'acquittent des obligations découlant de la Convention, ces surcoûts étant convenus entre vous et le mécanisme de financement provisoire(20(2))?	
a) non	
b) oui	
Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -	
277. Votre pays a-t-il reçu des ressources financières nouvelles et additionnelles vous permettant d'assumer la totalité des surcoûts convenus découlant de l'application de mesures de mise en oeuvre en exécution de vos obligations en regard de la Convention (20(2))?	
a) non	
b) oui	X

Si vous êtes une Partie pays développé -	
278. Votre pays a-t-il fourni des ressources financières liées à l'application de la Convention, par des voies bilatérales, régionales et multilatérales (20(3))?	
Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -	
279. Votre pays a-t-il utilisé des ressources financières liées à l'application de la Convention, par des voies bilatérales, régionales et multilatérales(20 (3))?	
a) non	
b) oui	

Décision III/6. Ressources financières additionnelles

280. Votre pays veille-t-il à assurer que toutes les institutions de financement (y compris les agences d'assistance bilatérale) s'efforcent de faire en sorte que toutes leurs activités soutiennent davantage la Convention?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X
281. Votre pays collabore-t-il à des activités quelconques visant à établir des informations normalisées sur l'appui financier en vue de réaliser les objectifs de la Convention?	
a) non	X
b) oui (veuillez joindre des informations)	

Décision V/11. Ressources financières additionnelles

282. Votre pays a-t-il mis en place un processus afin de superviser le soutien financier à la biodiversité ?	
a) non	
b) procédures ont été établies	
c) oui (veuillez donner des détails ci-après)	X
283. Des détails sur le soutien financier que votre pays donne aux activités nationales de biodiversité sont-ils disponibles?	
a) non	
b) pas sous un format standard	X
c) oui (veuillez donner des détails ci-après)	
284. Des détails sur le soutien financier que votre pays donne à d'autres pays en matière de biodiversité sont-ils disponibles?	
a) pas applicable	X
b) non	
c) pas sous un format standard	
d) oui (veuillez donner des détails ci-après)	

Parties pays développés -	
285. Votre pays encourage t-il la mise en oeuvre des objectifs de la Convention dans le cadre de sa politique de financement de ses institutions financières bilatérales, régionales et multilatérales ?	
a) non	
b) oui	
Pays Parties en développement -	
286. Votre pays dialogue t-il avec les institutions financières afin de discuter des moyens de soutenir la mise en œuvre des objectifs de la Convention ?	
a) non	
b) oui	X
287. Votre pays a-t-il compilé des informations sur le soutien financier supplémentaire apporté par le secteur privé ?	
a) non	
b) oui (veuillez donner des détails ci-après)	X
288. Votre pays a-t-il pris en considération les exemptions de taxes dans ses systèmes nationaux de taxes en matière de dons liés à la biodiversité ?	
a) non	
b) pas approprié au contexte national	
c) exemptions en cours	
d) exemptions en place	X

Autres observations sur l'application de cet article

<p>Question # 275 : seulement pour certains projets</p> <p>Question # 277 : Exemple de la mise en place de la GIZC</p> <p>Question # 282 : Exemple : Fonds de développement Halieutique et Aquacole</p> <p>Le processus qui a été mis en place concerne les points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sollicitation de mécanismes de financement multilatéraux ; - Mise en place d'institution de coordination ; - Mise en place de la Commission de pérennisation financière ; - Démarrage de la mise en place de la fondation pour la biodiversité - Mise en place du mécanisme de financement perenne.
--

Article 21 Mécanisme de financement

289. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	<input checked="" type="checkbox"/>	b) Moyen	<input type="checkbox"/>	c) Faible	<input type="checkbox"/>
290. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes	<input type="checkbox"/>	b) Suffisantes	<input type="checkbox"/>	c) Limitées	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
Madagascar a bénéficié des mécanismes de financement liés à la mise en œuvre de la CDB. Ce qui a permis l'élaboration de la monographie de la diversité biologique, du rapport national. Il a pu développer des activités de gestion durable sur financement GEF, en vue de mettre en œuvre certains programmes de travail. Ces programmes devront continuer afin de permettre que l'approche écosystémique, la prise en mains par les communautés locales puissent avoir des assises solides au niveau régional et au niveau local.					
291. Votre pays a-t-il œuvré à renforcer les institutions financières existantes afin de fournir des ressources financières pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique?					
a) non	<input type="checkbox"/>				
b) oui	<input checked="" type="checkbox"/>				

Décision III/7. Lignes directrices relatives à l'étude de l'efficacité du mécanisme de financement

292. Votre pays a-t-il fourni des informations sur l'expérience acquise dans le cadre d'activités financées par le mécanisme de financement?	
a) pas d'activités	<input type="checkbox"/>
b) non, même s'il y a des activités	<input checked="" type="checkbox"/>
c) oui, dans le rapport national précédent	<input type="checkbox"/>
d) oui, dans les études de cas	<input type="checkbox"/>
e) oui, par d'autres moyens (veuillez donner des détails ci-après)	<input type="checkbox"/>

Autres observations sur l'application de cet article

<p>A l'étude actuellement, la pérennisation financière : trust fund (pour l'Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées), fonds communautaire...</p> <p>La génération de fonds à partir de la valorisation durable des ressources naturelles liées à la propriété intellectuelle.</p> <p>Il existe également une institution financière qui peut financer quelques projets sur la biodiversité qui a le statut d'une fondation.</p>

Article 23 La Conférence des Parties

293. Combien de participants de votre pays ont assisté à chaque réunion de la Conférence des Parties?	
a) à COP 1 (Nassau)	3
b) à COP 2 (Jakarta)	4
b) à COP 3 (Buenos Aires)	3
b) à COP 4 (Bratislava)	6
b) à COP 5 (Nairobi)	3

Décision I/6, Décision II/10, Décision III/24 et Décision IV/17. Finances et budget

294. Votre pays a-t-il versé promptement toutes ses contributions au Fonds d'affectation spéciale?	
a) non	X
b) oui	

Décision IV/16 (en partie) Préparatifs pour les réunions de la Conférence des Parties

295. Votre pays a-t-il participé à des réunions régionales avant les réunions de la Conférence des Parties?	
a) non	
b) oui (veuillez indiquer lesquelles)	X
Si vous êtes une Partie pays développé -	
296. Votre pays a-t-il financé des réunions régionales et sous-régionales pour se préparer à la COP, et a-t-il encouragé la participation de pays en développement à de telles réunions?	
a) non	
b) oui (Veuillez donner des détails ci-après)	

Décision V/22. Budget pour le programme de travail de l'exercice biennal 2001-2002

297. Votre pays a-t-il payé sa contribution au budget de base (Fonds d'affectation spéciale BY) pour l'année 2001, et ce, avant le 1er janvier 2001?	
a) oui - en avance	
b) oui - dans les délais indiqués	
c) non - mais a déjà contribué de façon substantielle	X
d) pas encore payé	
298. Votre pays a-t-il volontairement apporté des contributions supplémentaires aux fonds d'affectation spéciale de la Convention?	
a) oui - lors de l'exercice biennal 1999-2000	
b) oui - lors de l'exercice biennal 2001-2002	
c) prévoit d'en faire lors de l'exercice biennal 2001-2002	
d) non	X

Autres observations sur l'application de cet article

Question # 295 : Seychelles et Nairobi

Article 24 Secrétariat

299. Votre pays a-t-il fourni un appui direct au Secrétariat sous forme de personnel détaché, de contribution financière pour des activités du Secrétariat, etc.?	
a) non	X
b) oui	

Autres observations sur l'application de cet article

--

Article 25 Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

300. Combien de participants de votre pays ont participé à chaque réunion de l'Organe subsidiaire ?	
a) à SBSTTA I (Paris)	0
b) à SBSTTA II (Montréal)	2
b) à SBSTTA III (Montréal)	3
b) à SBSTTA IV (Montréal)	2
b) à SBSTTA V (Montréal)	1

Autres observations sur l'application de cet article

<p>Compte-tenu de la diversité des thèmes abordés et de l'intensivité des travaux, le nombre de participants est insuffisant</p> <p>Effort de traduction lors des travaux d'intersession</p>
--

Article 26 Rapports

301. Quelle est la situation concernant votre premier rapport national?	
a) Non soumis	
b) Rapport sommaire soumis	
c) Rapport intérimaire/projet soumis	
d) Rapport final soumis	X
Si votre réponse est b), c) ou d), votre rapport a-t-il été soumis:	
Dans les délais initiaux du 1.1.98 (Décision III/9)?	X
Dans les délais prolongés du 31.12.98 (Décision IV/14)?	
A une date ultérieure (Veuillez préciser la date)	

Décision IV/14 Rapports nationaux

302. Toutes les parties prenantes ont-elles participé à la préparation du rapport national?	
a) non	
b) oui	X
303. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer que les parties intéressées puissent accéder à son (ses) premier et/ou deuxième rapport(s) national(aux)?	
a) non	
b) oui	X
Dans l'affirmative, indiquez le moyen :	
a) diffusion informelle?	X
b) publication du rapport?	X
c) envoi du rapport sur demande?	X
d) affichage du rapport sur Internet?	

Décision V/19. Rapports nationaux

304. Après avoir obtenu les principes directeurs, votre pays a-t-il volontairement préparé des rapports thématiques détaillés sur un ou plusieurs sujets afin de les étudier en profondeur lors d'une réunion ordinaire des parties?	
a) non	
b) oui - écosystèmes des forêts	X
c) oui - espèces exotiques	X
d) oui - accès et partage des avantages	X

Autres observations sur l'application de cet article

--

Décision V/6. Approche fondée sur les écosystèmes

305. Votre pays applique t-il l'approche fondée sur les écosystèmes en tenant compte des principes directeurs contenus dans l'annexe à la décision V/6?	
a) non	
b) à l'étude	
c) certains aspects ont été appliqués	
d) fortement appliqués	X
306. Votre pays développe t-il des expressions pratiques de l'approche fondée sur les écosystèmes dans ses politiques et législation nationales et la mise en oeuvre d'activités adaptées aux conditions locales, nationales, et régionales, en particulier dans le contexte des activités développées dans les sujets thématiques de la Convention?	
a) non	
b) à l'étude	
c) certains aspects ont été appliqués	X
d) fortement appliqués	X
307. Votre pays a-t-il identifié des études de cas et a-t-il mis en oeuvre des projets pilotes qui démontrent l'approche fondée sur les écosystèmes, en utilisant des ateliers et d'autres mécanismes afin de mettre l'accent sur la sensibilisation et le partage d'expérience?	
a) non	
b) études de cas identifiées	
c) projets pilotes en cours	X
d) tenue/planification d'ateliers	X
e) informations disponibles par l'intermédiaire du Centre d'échange	A venir
308. Votre pays renforce t-il ses capacités et fournit-il un soutien financier et technique afin de mettre en oeuvre l'approche fondée sur les écosystèmes?	
a) non	
b) oui, dans le pays	X
c) oui, y compris un soutien à d'autres Parties	
309. Votre pays a-t-il soutenu la coopération régionale dans l'application de l'approche fondée sur les écosystèmes à l'étranger?	
a) non	
b) coopération informelle	
c) coopération formelle (Veuillez donner des détails ci-après)	X

Une coopération régionale existe :

- dans l'approche des écosystèmes marins notamment COI , ICRI , SEACAM ,WOMSA
- dans le cadre de coopération avec les organisations régionales de l'Afrique de l'Est , de l'Océan Indien dans les domaines de l'agriculture IPGRI ,des forêts ICRAF

Écosystèmes des eaux intérieures

Décision IV/4. État et évolution de la diversité biologique des écosystèmes des eaux intérieures et options possibles pour leur conservation et leur utilisation durable

310. Votre pays a-t-il inclus des informations sur la diversité biologique des zones humides lorsqu'il a communiqué des informations et des rapports à la CDD, et a-t-il envisagé d'inclure dans les réunions des questions liées à la diversité biologique des eaux, pour donner suite aux recommandations de la CDD?	
a) non	X
b) oui	
311. Votre pays a-t-il inclus des considérations relatives à la diversité biologique des eaux intérieures dans ses travaux avec des organisations, des institutions et des conventions intéressant les eaux intérieures?	
a) non	
b) oui	X
Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition-	
312. Lorsqu'il demande de l'assistance au FEM pour des projets portant sur les écosystèmes des eaux intérieures, votre pays a-t-il donné la priorité aux éléments suivants : inventorier les zones importantes pour la conservation, élaborer et appliquer des plans intégrés pour les bassins hydrographiques, bassins versants et bassins fluviaux, et faire des recherches sur les phénomènes qui contribuent à l'appauvrissement de la diversité biologique?	
a) non	
b) oui	X
313. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail décrit à l'annexe 1 à la décision, et établi les priorités d'action nationale pour la mise en oeuvre du programme?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) oui	

Décision V/2. Rapport d'étape sur la mise en oeuvre du programme de travail sur la diversité biologique des écosystèmes des eaux intérieures (application de la décision IV/4)

314. Votre pays soutient-il et/ou participe t-il à l'Initiative intégrée sur les bassins fluviaux ?	
a) non	X
b) oui	
315. Votre pays rassemble t-il des informations sur le statut de la diversité biologique des eaux intérieures ?	
a) non	
b) évaluations en cours	X
c) évaluations terminées	
316. Ces informations sont-elles à la disposition des autres Parties?	
a) non	
b) oui - informations fournies dans le rapport national	X
c) oui - informations fournies par l'intermédiaire du Centre d'échange	
d) oui - par d'autres moyens (Détaillez ci-après)	X

317. Votre pays a-t-il développé des plans nationaux et/ou sectoriels pour la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes des eaux intérieures ?	
a) non	
b) oui - plans nationaux seulement	
c) oui - plans nationaux et secteurs majeurs	X
d) oui - plans nationaux et tous les secteurs	
318. Votre pays a-t-il pris des mesures pour renforcer ses capacités afin de développer et mettre en œuvre ces plans ?	
a) non	
b) oui	X

Décision III/21. Relations entre la Convention et la Commission sur le développement durable, et les conventions relatives à la biodiversité

319. Vos stratégies nationales, plans d'actions, et programmes pour la conservation de la diversité biologique intègrent-ils complètement la conservation et l'utilisation durable des zones humides, des espèces migratoires et de leurs habitats.	
a) non	
b) oui	X

Observations sur l'application de ces décisions et de ce programme de travail

<p>Pour les zones humides, des actions sont menées dans le cadre de la Convention de RAMSAR ;une Stratégie nationale pour la gestion durable des zones humides est en cours de préparation et fera l'objet de validation dans un atelier au mois d'octobre 2000 .</p> <p>Loi sur la Pêche : en cours</p> <p>Problème d'insuffisance d'exploitation</p> <p>Activités sur la protection de la biodiversité végétale (MEF)</p> <p>Etudes et gestion des espèces introduites</p> <p>Gestion des ressources aquatiques</p> <p>Code de l'eau (Loi n° 98-020 du 10/01/99)</p> <p>Question # 315 :</p> <p>Invertébrés dont Insectes surtout , et poissons</p> <p>Question # 316 :</p> <p>Dans la Monographie nationale sur la Biodiversité et dans les Actes des ateliers de restitution du programme conjoint CNRE/IRD sur la typologie physique et biologique des lacs , des fleuves et des rivières de la partie sud de Madagascar .qui sont en cours de publication .</p> <p>Question # 318 : en partie , pas de couverture nationale</p>

Diversité biologique marine et côtière

Décision II/10 et Décision IV/5. Conservation et utilisation durable de la diversité biologique marine et côtière

320. Votre plan d'action/stratégie national encourage-t-il la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine et côtière?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X
321. Votre pays a-t-il établi et/ou renforcé des mécanismes institutionnels, administratifs et législatifs aux fins d'établissement d'une gestion intégrée des écosystèmes marins et côtiers?	
a) non	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	X
d) mécanismes en place	
322. Votre pays a-t-il fourni au Secrétaire exécutif avis et informations sur les options futures concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine et côtière?	
a) non	X
b) oui	
323. Votre pays a-t-il entrepris des projets de démonstration, et/ou échangé des informations à ce sujet, comme exemples pratiques de gestion intégrée des écosystèmes marins et côtiers?	
a) non	
b) oui, dans le rapport national précédent	
c) oui, dans les études de cas	
d) oui, par d'autres moyens (veuillez donner des détails ci-après)	X
324. Votre pays a-t-il mis en place des programmes pour renforcer et améliorer les connaissances de la structure génétique des populations locales des espèces marines faisant l'objet d'activités d'amélioration et/ou de culture de stocks?	
a) non	
b) programmes en cours d'établissement	
c) programmes en cours d'établissement pour certaines espèces	X
d) programmes en cours de mise en oeuvre pour de nombreuses espèces	
e) pas un problème perceptible	
325. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail indiqué dans une annexe à la décision, et identifié les priorités pour la mise en oeuvre du programme au niveau national?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) oui	

Décision V/3. Rapport d'étape sur la mise en œuvre du programme de travail sur la diversité biologique marine et côtière(application de la décision IV/5)

326. Votre pays participe t-il au plan de travail sur le blanchiment corallien ?	
a) non	
b) oui	X
c) pas pertinent	
327. Votre pays applique t-il d'autres mesures afin de traiter le problème du blanchiment corallien ?	
a) non	
b) oui (veuillez fournir des détails ci-après)	X
c) pas pertinent	
328. Votre pays a-t-il soumis au Secrétaire exécutif des études de cas sur le phénomène du blanchiment corallien ?	
a) non	X
b) oui	
c) pas pertinent	

Autres observations sur l'application de ces décisions et de ce programme de travail

<p>Madagascar a intégré dans la 2^{ème} phase de son Programme Environnemental les soucis de développement durable de ses zones côtières à travers la mise en œuvre de deux objectifs globaux : (i) la gestion intégrée et l'exploitation durable des ressources biologiques ; (ii) la protection des milieux côtiers et marins. Le programme de travail y relatif a été basé sur l'Agenda 21.</p> <p>Un Groupe de Travail et de Réflexion (GTR) intersectoriel, rassemblant les représentants mandatés des différents ministères, ONG, associations, programmes et projets oeuvrant ou concernés par la zone côtière a été mis en place avec pour mission d'identifier les priorités nationales, et d'assurer l'intégration et l'harmonisation de tous les secteurs pour l'élaboration d'une politique nationale de gestion intégrée des zones côtières. Un document d'orientation produit à cet effet éclairera les concertations régionales et nationale en vue de l'élaboration de cette politique. Le Secrétariat sera informé de la teneur de cette dernière en début 2002.</p> <p>Question 321 : Renforcement institutionnel</p> <p>Question 323 : La gestion intégrée des zones côtières a été testée au niveau de 5 sites. Les informations et résultats ont été échangés avec les autres pays de la région, dans le cadre du Projet Régional Environnement de la COI.</p> <p>Le programme national en matière de gestion intégrée des zones côtières, de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique marine et côtière prévu pour une période de cinq ans, s'est basée sur l'Agenda 21.</p> <p>Question 326-328 : En matière de blanchiment des coraux, Madagascar effectue le suivi des récifs au niveau de quelques sites, et a transmis les résultats au GCRMN dans le cadre du suivi des récifs de la COI. L'une des difficultés rencontrées consiste en un nombre trop limité de compétences nationales sur ce point précis ; une sensibilisation des opérateurs et une formation d'intervenants sont nécessaires.</p> <p>Un texte national spécifique classe les récifs coralliens comme zones sensibles. Ainsi, toute activité / investissement pouvant porter atteinte à ces écosystèmes sont soumis à une étude d'impact obligatoire. Par ailleurs, à travers des plans de gestion intégrés d'activités littorales, la prévention et réduction des pollutions, des appuis aux initiatives communautaires en matière de protection (aires protégées marines), la promotion de la gestion locale communautaire, Madagascar œuvre pour la protection des récifs coralliens et des autres écosystèmes marins et côtiers en général.</p>

Diversité biologique agricole

*Décision III/11 et Décision IV/6. Conservation et utilisation durable
de la diversité biologique agricole.*

329. Votre pays a-t-il identifié et évalué les activités en cours et les instruments existants au niveau national?	
a) non	
b) première étape d'examen et d'évaluation	X
c) étape avancée d'examen et d'évaluation	
d) évaluation terminée	
330. Votre pays a-t-il identifié les problèmes et les questions prioritaires qui doivent être abordés au niveau national?	
a) non	
b) en cours	X
c) oui	
331. Votre pays utilise-t-il des méthodes ou des indicateurs quelconques pour surveiller les impacts créés sur la diversité biologique par les projets de développement agricole, et notamment par l'intensification et l'extensification des systèmes de production?	
a) non	X
b) première étape de mise en oeuvre	
c) étape avancée de mise en oeuvre	
d) mécanismes en place	
332. Votre pays prend-il des mesures pour partager les expériences relatives à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique agricole?	
a) non	
b) oui - études de cas	X
c) oui - autres mécanismes (veuillez préciser)	
333. Votre pays a-t-il mené des études de cas sur les deux premières questions identifiées par le SBSTTA, à savoir les agents de pollinisation, les micro-organismes des sols en agriculture et la gestion intégrée du paysage?	
a) non	
b) oui- des agents de pollinisation	
c) oui - des microorganismes des sols	X
d) oui - gestion intégrée du paysage et des systèmes de production	X

334. Votre pays établit-il ou améliore-t-il des mécanismes pour renforcer la sensibilisation du public et la compréhension de l'importance de l'utilisation durable des éléments de la diversité biologique?	
a) non	
b) première étape de mise en oeuvre	X
c) étape avancée de mise en oeuvre	
d) mécanismes en place	
335. Votre pays dispose-t-il de stratégies, de programmes et de plans nationaux qui assurent la mise au point et l'application efficace de politiques et de mesures menant à l'utilisation durable des éléments de la diversité biologique agricole?	
a) non	
b) première étape de mise en œuvre	
c) étape avancée de mise en œuvre	X
d) mécanismes en place	
336. Votre pays encourage-t-il la transformation de pratiques agricoles non durables en pratiques de production durables adaptées aux conditions biotiques et abiotiques locales?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X
337. Votre pays encourage-t-il l'application de pratiques agricoles qui non seulement accroissent la productivité, mais arrêtent également la dégradation de la diversité biologique, en plus de la régénérer, la remettre en état, la restaurer et la renforcer?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X
338. Votre pays encourage-t-il la mobilisation du secteur agricole afin que celui-ci développe, maintienne et utilise ses connaissances et ses pratiques de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique ?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X
339. Votre pays encourage-t-il la mise en œuvre du Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques ?	
a) non	
b) oui	X

340. Votre pays collabore-t-il avec d'autres Parties contractantes pour identifier et promouvoir les pratiques agricoles durables et la gestion intégrée du paysage?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X

Décision V/5. Diversité biologique agricole: étude de la phase I du programme de travail et adoption d'un programme de travail pluriannuel

341. Votre pays encourage-t-il la mise en œuvre du Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques ?	
a) non	
b) oui	X

342. Votre pays encourage t-il la coopération régionale et thématique dans le cadre de son programme de travail sur la diversité biologique agricole?	
a) non	
b) faible coopération	
c) large coopération	X
d) coopération importante dans tous les domaines	
343. Votre pays fournit-il un soutien financier pour mettre en œuvre le programme de travail sur la diversité biologique agricole?	
a) non	
b) fonds supplémentaires limités	X
c) fonds supplémentaires importants	

Si vous êtes une Partie Pays développé -

344. Votre pays a-t-il fourni une aide financière pour mettre en œuvre le programme de travail sur la diversité biologique agricole, en particulier pour le renforcement des capacités et les études de cas dans les pays en développement et dans les pays en transition économique ?	
a) non	
b) oui, dans le cadre de programmes de coopération existants	
c) oui, au moyen de fonds supplémentaires limités	
d) oui, au moyen de fonds supplémentaires importants	
345. Votre pays a-t-il soutenu des actions afin de sensibiliser le public pour encourager les systèmes de production agricole et fermier durables qui maintiennent la diversité biologique agricole?	
a) non	
b) oui, dans une moindre mesure	
c) oui, dans une large mesure	X

346. Votre pays coordonne t-il ses positions avec la Convention sur la diversité biologique et l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture?	
a) non	
b) processus en cours	X
c) oui	
<i>Si vous êtes une Partie Pays développé -</i>	
347. Votre pays a-t-il fourni une aide financière pour mettre en œuvre le programme de travail sur la diversité biologique agricole, en particulier pour le renforcement des capacités et les études de cas dans les pays en développement et dans les pays en transition économique ?	
a) non	
b) oui, dans le cadre de programmes de coopération existants	
c) oui, au moyen de fonds supplémentaires limités	
d) oui, au moyen de fonds supplémentaires importants	
348. Votre pays soutient-il l'application du Secrétaire exécutif de statut d'observateur du Comité sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce?	
a) non	
b) oui	

349. Votre pays collabore t-il avec d'autres Parties en matière de conservation et d'utilisation durable des agents de pollinisation?	
a) non	X
b) oui	
350. Votre pays compile t-il des études de cas et des projets pilotes de mise en œuvre applicable à la conservation et à l'utilisation durable des agents de pollinisation?	
a) non	X
b) oui (Veuillez fournir des détails ci-après)	
351. Des informations sur des évaluations scientifiques applicable aux technologies restreignant l'utilisation génétique ont-elles été fournies par d'autres Parties contractantes ou par l'intermédiaire de médias tels que le Centre d'échange,?	
a) pas applicable	
b) non	X
c) oui - dans le rapport national	
d) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange	
e) oui - autres moyens (Veuillez fournir des détails ci-après)	
352. Votre pays a-t-il pensé à traiter les questions génériques sur les technologies telles que celles restreignant l'utilisation génétique selon des approches nationales et internationales d'utilisation sûre et durable du patrimoine génétique?	
a) non	X
b) oui - à l'étude	
c) oui - mesures en cours	
353. Votre pays a-t-il mené des évaluations scientifiques sur, entre autres, les effets écologiques, sociaux et économiques des technologies restreignant l'utilisation génétique?	
a) non	X
b) quelques évaluations	
c) programme majeur d'évaluations	
354. Votre pays a-t-il diffusé les résultats d'évaluations scientifiques sur, entre autres, les effets écologiques, sociaux, et économiques des technologies restreignant l'utilisation génétique?	
a) non	X
b) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange	
c) oui - autres moyens (Veuillez fournir des détails ci-après)	
355. Votre pays a-t-il identifié les voies et les moyens de traiter les impacts potentiels des technologies restreignant l'utilisation génétique sur la conservation <u>in situ</u> et <u>ex situ</u> et l'utilisation durable, y compris la sécurité alimentaire de la diversité biologique agricole?	
a) non	X
b) certaines mesures identifiées	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) étude complète terminée	

356. Votre pays a-t-il évalué s'il y a un besoin de règlements efficaces au niveau national en matière de technologies restreignant l'utilisation génétique afin de garantir la sécurité de la santé humaine, de l'environnement, de l'alimentation, et la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique?	
a) non	
b) oui - règlements nécessaires	X
c) oui - règlements pas nécessaires (Veuillez fournir des détails ci-après)	
357. Votre pays a-t-il développé ou appliqué ces règlements en tenant compte, <u>entre autres</u> , de la nature et des caractéristiques particulières des variétés et des technologies restreignant l'utilisation génétique?	
a) non	X
b) oui - développées mais pas encore appliquées	
c) oui - développées et appliquées	
358. Les informations sur ces règlements ont-elles été mises à la disposition des Parties contractantes?	
a) non	X
b) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange	
c) oui - autres moyens (Veuillez fournir des détails ci-après)	

Autres observations sur la mise en œuvre de ces décisions et programmes de travail

<p>Question # 356 :</p> <p>Retard dans l'acquisition des informations sur les transferts de technologie , notamment les technologies de restriction , mais la réglementation est nécessaire.</p> <p>La Stratégie Nationale favorise la valorisation des variétés locales. Les activités actuelles du FOFIFA portent sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - conservation in situ et ex situ - herbarium de référence des espèces forestières - plantes négligées Sud-Ouest de Madagascar (ONE) - espèces sauvages afférentes aux fortes cultivées surtout évaluation des ressources écotypes, génétiques et gestion des informations <p>Les programmes en cours méritent d'être poursuivis et d'être soutenus ; en outre , il s'avère nécessaire de mettre en place une planification des actions et l'adoption de stratégie nationale sur la diversité biologique agricole .</p>

Diversité biologique des forêts

Décision II/9 et Décision IV/7. Diversité biologique des forêts

359. Votre pays a-t-il inclus des spécialistes de la diversité biologique des forêts dans ses délégations aux réunions du Groupe d'experts intergouvernemental sur les forêts?	
a) non	
b) oui	X
c) pas pertinent	
360. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail présenté en annexe à la décision et déterminé de quelle façon il peut contribuer à sa mise en œuvre?	
a) non	
b) à l'étude	
c) oui	X
361. Votre pays a-t-il intégré des considérations relatives à la diversité biologique des forêts dans sa participation et sa collaboration avec des organisations, des institutions et des conventions ayant à faire avec la diversité biologique des forêts?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X
362. Votre pays accorde-t-il une priorité élevée à l'affectation de ressources aux activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Convention en matière de diversité biologique des forêts?	
a) non	
b) oui	X
Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -	
363. Lorsqu'il demande de l'assistance par l'intermédiaire du FEM, votre pays propose t-il des projets qui favorisent la mise en œuvre du programme de travail?	
a) non	
b) oui	X

Décision V/4. Rapport d'étape sur la mise en œuvre du programme de travail sur la diversité biologique des forêts

364. Est-ce que les actions que votre pays entreprend afin de traiter la question de la conservation et de l'utilisation durable des forêts sont conformes à l'approche fondée sur les écosystèmes?	
a) non	
b) oui	X
365. Est-ce que les actions que votre pays entreprend afin de traiter la question de la conservation et de l'utilisation durable des forêts tiennent compte des considérations des résultats de la quatrième session du Forum intergouvernemental sur les forêts ?	
a) non	
b) oui	X

366. Votre pays contribuera t-il aux futurs travaux du Forum des Nations Unies sur les forêts?	
a) non	
b) oui	X
367. Votre pays a-t-il fourni des informations sur la mise en œuvre de ce programme de travail?	
a) non	
b) oui - soumission d'études de cas	en cours de finalisation
c) oui - soumission de rapports nationaux thématiques	
d) oui - autres moyens (Veuillez fournir des détails ci-après)	
368. Votre pays a-t-il intégré les programmes nationaux sur les forêts dans ses stratégies de diversité biologique et ses plans d'actions appliquant l'approche fondée sur les écosystèmes et la gestion durable des forêts?	
a) non	
b) oui - dans une large mesure	X
c) oui - dans une moindre mesure	
369. Votre pays a-t-il pris des mesures afin d'assurer la participation du secteur forestier, du secteur privé, des communautés autochtones et locales et des organisations non-gouvernementales pour mettre en œuvre le programme de travail?	
a) non	
b) oui - certains intervenants	
c) oui - tous les intervenants	X
370. Votre pays a-t-il pris des mesures afin de renforcer ses capacités nationales, y compris ses capacités locales, afin de mettre l'accent sur l'efficacité et les fonctions des réseaux de protection des forêts, ainsi que sur les capacités nationales et locales pour appliquer la gestion durable des forêts, y compris leur régénération?	
a) non	
b) quelques programmes couvrent certains besoins	
c) de nombreux programmes couvrent certains besoins	X
d) des programmes couvrent tous les besoins évalués	
e) pas de besoins évalués	
371. Votre pays a-t-il pris des mesures pour mettre en œuvre les propositions d'actions du Forum intergouvernemental sur les forêts et le Groupe intergouvernemental sur les forêts sur l'estimation des biens et des services forestiers?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) mesures prises	

Diversité biologique des terres arides et semi-arides

Décision V/23. Options pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique des écosystèmes des terres non irriguées, méditerranéennes, arides, semi-arides, d'herbage et de savane

372. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail annexé à la décision et a-t-il identifié la façon de le mettre en œuvre?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) oui	
373. Votre pays soutient-il d'un point de vue scientifique, technique, et financier, au niveau national ou régional, les activités identifiées dans le programme de travail?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure	X
374. Votre pays encourage t-il la coopération entre les pays qui partagent les mêmes biomes afin de procéder à la mise en œuvre régionale et sous-régionale du programme?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	X
c) dans une large mesure	

Autres observations sur l'application de ces décisions du programme de travail

<p>Madagascar est Partie à la Convention sur la Lutte contre la Désertification depuis 1997 . La mise en œuvre de la CDB et la CCD doit être complémentaire.</p> <p>Les premières actions ont été engagées et ont commencé par un bilan de la situation et des actions au niveau national. Un Plan d'action national est en cours .</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la CDB, les écosystèmes semi-arides sont pris en considération, à travers des appuis à l'exploitation durable des plantes négligées et la conservation des ressources génétiques.</p>

Décision V/20. Opérations de la Convention

375. Lorsque votre nomme des experts pour les ajouter à la liste, tient-t-il compte de l'équilibre des sexes, de l'engagement des populations autochtones et des membres des communautés locales, et de l'éventail de disciplines et d'expertises applicables ?	
a) non	
b) oui , mais pas suffisamment.	X
376. Votre pays a-t-il activement participé aux activités régionales et sous-régionales afin de préparer les réunions de la Convention et de renforcer l'application de celle-ci?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure	X
377. Votre pays a-t-il entrepris une étude des programmes nationaux et des besoins liés à l'application de la Convention et, le cas échéant, en a-t-il informé le Secrétaire exécutif?	
a) non	
b) en cours	
c) oui	X

<p>Question 375</p> <p>Compte tenu des connaissances traditionnelles .</p> <p>Question 377 :</p> <p>Ceci est envisagé dans le cadre de la Stratégie Nationale</p>

Tableaux de conclusion

Veillez utiliser cette case pour indiquer les activités particulières que votre pays a menées à la SUITE DIRECTE de son nouveau statut de Partie contractante à la Convention, en faisant référence aux questions antérieures, selon qu'il convient:

Activités particulières que le pays a menées à la suite directe de son nouveau statut de Partie contractante à la Convention

- mise en place du Centre d'échange
- élaboration de la Monographie nationale sur la diversité biologique
- élaboration des deux rapports nationaux
- élaboration de la Stratégie nationale et du Plan d'action sur la gestion durable de la biodiversité
- pour l'identification et la surveillance : indicateurs
- élaboration de texte et procédures d'évaluation d'impact environnementale
- textes législatifs sur la propriété intellectuelles

Identification durable des ressources conjointes avec d'autres Parties :

- gestion durable des ressources naturelles et partage équitable des bénéfices WIOSUG
- blanchiment des coraux
- programmes sur les eaux intérieures
- sensibilisation et éducation

Veillez utiliser cette case pour identifier des initiatives conjointes avec d'autres Parties, en vous reportant aux questions précédentes, si nécessaire:

Veillez utiliser cette case pour formuler toute autre observation sur les questions portant sur la mise en œuvre de la Convention à l'échelle nationale

Autre observation sur la mise en œuvre :

- difficulté de suivre les procédures pour les requêtes et les soumissions de financement
- problème de fonctionnement du statut du point focal

La formulation de ces questions est basée sur les articles de la Convention et sur les décisions de la Conférence des Parties. Si vous avez eu des difficultés d'interprétation, veuillez nous en informer.

Difficulté d'interprétation : néant

Si votre pays a terminé la mise au point de sa stratégie et de son plan d'action national en matière de diversité biologique (SPADB), veuillez donner les informations ci-après:

Date d'achèvement:	Décembre 2000
Si le SPADB a été adopté par le gouvernement:	
Lequel?	<i>En cours actuellement. Mais il a été validé par le Conseil National pour l'Environnement et le Comité Interministériel de l'Environnement</i>
A quelle date?	Décembre 2000
Si la SPADB a été publié, veuillez donner les détails ci-après:	
Titre:	Stratégie Nationale de la Gestion Durable de la Biodiversité - Madagascar A publier
Nom et adresse de l'éditeur:	FTM - 101 Antananarivo - Madagascar
ISBN:	Non fixé
Prix (le cas échéant):	Non fixé
Autres informations pour les commandes:	
Si le SPADB n'a pas été publié	
Veuillez indiquer en détails la procédure pour obtenir des exemplaires:	Les informations seront fournies par l'intermédiaire du CHM Le document sera disponible auprès du Ministère de l'Environnement et de l'Office National pour l'Environnement
Si le SPADB est affiché sur un site web national	
Veuillez l'adresse complète du localisateur de ressources uniformes (URL):	<i>A voir plus tard sur le site web : http://www.pnae.mg/chmbiodiv/index.htm</i>
Si le SPADB a été confié à la garde d'une agence d'exécution du FEM	
Veuillez identifier l'agence:	

Veillez donner des détails similaires si vous avez réalisé une étude de la diversité biologique du pays, ou un autre rapport, ou tout autre plan d'action pertinent aux objectifs de la Convention

La convention sur la Lutte contre la Désertification

La convention de RAMSAR

La stratégie régionale sur la conservation des ressources phylogénétiques agricoles (eapgren cf FOFIFA)

Les travaux techniques de l'Organisation Mondiale de la Propriété intellectuelle qui se penche actuellement sur les problèmes d'accès aux ressources génétiques et le savoir traditionnel (notamment concernant les plantes médicinales

Veillez donner des détails sur toute instance nationale (tel que le bureau d'audit national) qui a examiné ou qui examinera la mise en œuvre de la Convention dans votre pays

Le Comité du Fonds pour le Plan d'Action Environnemental intégrant les responsables nationaux et les bailleurs de fonds dont la Banque Mondiale, le PNUD. secrétariat multibailleurs du